

# L'Europe en mutation dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

MANUEL, PAGES 242-299

→ Fonds de carte, pages 119-120

## RAPPEL DU PROGRAMME

### VI. L'Europe en mutation dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

- Les transformations économiques et sociales,
- Les aspirations libérales et nationales jusqu'aux révolutions de 1848,
- Un tableau de l'Europe au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce dernier thème d'étude se conçoit à l'échelle européenne. Il invite à mettre en évidence les mutations durables qui s'amorcent durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle :

- les transformations économiques et sociales induites par le démarrage de l'industrialisation (**révolution industrielle**) qui se traduisent par l'affirmation de la **bourgeoisie**, l'émergence de classes sociales nouvelles (**monde ouvrier**) et le développement du **paupérisme** ;
- le développement des aspirations nationales et libérales, accéléré par les transformations économiques et sociales et les influences de la Révolution française (**nationalisme** et **libéralisme**). Sont ainsi mises en évidence la nouveauté du sentiment national et la variété des situations politiques en Europe, dans un contexte de conflit entre les idées libérales et une classe politique qui appartient encore à l'Ancien Régime (réaction et vagues révolutionnaires de 1830 à 1848) ;
- des cartes fournissent un tableau des situations économique et politique de l'Europe au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, afin d'assurer la nécessaire transition avec le programme de la classe de première.

## ■ Présentation de la question

Le programme accorde une grande importance à ce tableau de l'Europe en mutation dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, auquel les enseignants sont invités à consacrer environ un quart du volume horaire attribué à l'histoire.

La « première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » n'a pas une cohérence évidente. La chronologie politique nous invite à remonter jusqu'à la Révolution française pour en apprécier les conséquences à l'échelle européenne. Le Printemps des peuples, et son

échec en 1848-49, peuvent constituer une limite pertinente, mais la plupart des évolutions commencées dans cette période se poursuivent dans la seconde moitié du siècle (l'unité italienne et l'unité allemande par exemple). Quant à la chronologie économique, elle nous oblige à remonter à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour analyser les débuts de la révolution industrielle en Grande-Bretagne.

### Les aspirations libérales et nationales en Europe

Cet aspect de la question est au fond très classique. Il a été remis à l'honneur par l'actualité, puisque la fin de la guerre froide a été marquée en Europe par le retour des nationalismes. Tous ces peuples, que l'on croyait « noyés » dans le socialisme ou dans le « camp occidental », ont brutalement fait leur retour sur la scène de l'Histoire. Les observateurs avaient d'ailleurs spontanément qualifié les événements de la fin 1989 en Europe centrale d'« automne des peuples », par référence au « Printemps des peuples » de 1848.

Cette histoire politique et idéologique, longtemps jugée « ringarde », a été renouvelée récemment, notamment par l'analyse des représentations et des symboles, et par la réflexion sur la construction des identités.

La finalité civique du cours d'histoire est ici évidente : le professeur peut réfléchir avec les élèves sur la manière dont une nation se construit (souvent contre quelque chose), se dote de symboles, « s'invente » des origines, etc.

### Les débuts de l'industrialisation en Europe (1780-1850)

Le libellé du programme invite les professeurs à se démarquer d'un tableau général des économies et des sociétés européennes pour « mettre en évidence les mutations durables qui s'amorcent durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ». On insistera par conséquent sur « les transformations économiques et sociales induites par le démarrage de l'industrialisation ».

Le programme se réfère explicitement à la notion de « révolution industrielle » : cette dernière n'est en effet plus contestée par les historiens aujourd'hui. Le terme de « révolution » peut paraître moins adéquat que celui d'« industrialisation » pour caractériser un processus lent et progressif, qui se poursuit tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à un rythme inégal selon les pays et les différents secteurs économiques. Mais la notion de « révolution industrielle » conserve l'avantage de bien rendre compte de la rupture qualitative qui intervient dès la première moitié

du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'organisation de l'économie et de la société : avec la révolution industrielle, ce sont des entrepreneurs, et non plus des marchands, qui contrôlent la production ; l'industrialisation s'accompagne désormais d'un essor de l'urbanisation, même si une part de la production industrielle continue d'être assurée par la main-d'œuvre des campagnes ; la révolution industrielle a créé « peu à peu un nouveau type de travail, régulier, et discipliné dans le cadre de l'usine » (Patrick Verley) ; elle modifie en profondeur l'organisation du système économique, désormais beaucoup plus sensible aux fluctuations d'un marché mondial (et non plus seulement aux calamités naturelles) : « à économie nouvelle, comme l'écrit Jean-Pierre Rioux, crises nouvelles ».

La question des origines de la révolution industrielle continue en revanche de faire débat. Il n'est plus besoin, comme le faisait Marx, de faire l'hypothèse d'une accumulation primitive de capital, provoquée par l'exploitation coloniale et par l'expropriation des paysans parcellaires par le mouvement des *enclosures* : les premières entreprises industrielles ne nécessitent en effet que peu de capitaux et il faut attendre l'apparition des grandes entreprises de chemins de fer pour assister à un drainage massif de l'épargne vers l'industrie. Par ailleurs, les effets et la diffusion de la « révolution agricole » paraissent trop limités pour en faire le moteur principal de l'industrialisation, comme a pu le suggérer l'historien Paul Bairoch. Le rôle de l'innovation technique, enfin, a été sans doute « nécessaire, mais non suffisant » (Jean-Pierre Rioux). Depuis Marx et Toynbee, la révolution industrielle a été théorisée, au temps du scientisme triomphant, comme une révolution technique. La machine à vapeur aurait entraîné, comme le suggère David Landes, « une rupture avec le passé beaucoup plus radicale que toute autre depuis l'invention de la roue ». Cependant, les progrès du machinisme ont été lents et n'ont concerné que des secteurs limités de la production : la machine à vapeur elle-même ne se répand vraiment que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À ses débuts, l'industrialisation s'opère pour une bonne part dans le cadre des anciennes formes d'organisation du travail, l'usine n'étant pas dominante, même en Angleterre.

Plus récemment, Patrick Verley a mis en évidence les changements intervenus dans les conditions de la demande, et non plus seulement dans les conditions de l'offre. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, un « changement d'échelle » dans l'organisation des marchés accompagne la naissance d'une « société de consommateurs » : « si l'industriel se mit à produire en plus grande quantité et à imaginer des produits nouveaux, ce n'était peut-être pas uniquement parce qu'il disposait désormais des moyens de le faire. Peut-être était-ce plutôt parce qu'il avait des débouchés nouveaux qui lui permettaient de gagner plus d'argent en développant sa production, avec les techniques anciennes ou avec de nouvelles techniques, avec les formes d'organisation traditionnelles du travail ou dans de nouvelles formes ».

Les interrogations actuelles incitent par conséquent à se démarquer des explications monocausales de la révolution industrielle. « Un consensus semble se dégager aujourd'hui, suggère Patrick Verley, autour de l'idée que l'explication du changement ne se réduit pas à l'effet d'une cause unique mais réside dans l'interférence entre les modifications des facteurs économiques principaux et l'environnement dans lequel ils étaient à l'œuvre ».

Un autre débat porte sur les modalités de la diffusion de la révolution industrielle sur le continent européen. Les historiens hésitent de plus en plus à évaluer les performances des dif-

férents pays européens en termes de retard plus ou moins prononcé par rapport au seul modèle de l'industrialisation en Angleterre, d'autant que les statistiques nationales faussent l'observation d'un phénomène qui a une dimension avant tout régionale. De ce point de vue, la théorie du *take off* naguère exposée par W. W. Rostow est aujourd'hui dépassée. Les sociétés européennes ont chacune expérimenté une voie d'industrialisation originale. Il en va ainsi de la France qui, jusqu'aux années 1860, a connu une « industrialisation sans révolution », du fait de l'emploi prolongé des énergies traditionnelles et du maintien des anciennes structures de production : « Cette industrialisation à l'économie, écrit Denis Woronoff, ne saurait être accusée d'archaïsme. Elle est, au contraire, rationnelle et bien adaptée » à l'environnement auquel les entreprises françaises étaient confrontées au XIX<sup>e</sup> siècle.

Quoi qu'il en soit, la révolution industrielle reste un phénomène inachevé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et les mutations sociales qu'elle entraîne restent d'ampleur limitée. L'urbanisation progresse, mais l'immense majorité de la population européenne vit encore dans les campagnes où les famines sont devenues plus rares mais n'ont pas disparu. En dépit de la promotion d'une bourgeoisie capitaliste au sein des sociétés européennes, les élites dirigeantes, qu'elles soient nobles ou bourgeoises, vivent bien plus souvent encore du produit de la rente que du profit. La révolution industrielle a certes favorisé la concentration des travailleurs dans des usines, mais, même en Angleterre, les ouvriers travaillent encore pour la plupart dans des ateliers. L'apparition d'un prolétariat d'usine – Gérard Noiriel l'a bien montré pour la France – a été un « phénomène limité, mais délibérément grossi » par les enquêtes sociales qui se multiplient à partir des années 1830. En effet, la détérioration des conditions de vie et de travail des ouvriers de manufactures a surtout contribué à changer le regard des contemporains sur la pauvreté, et plus généralement sur l'organisation de la société. Comme l'écrit André Gueslin, « ce n'est pas un hasard si, au mot "industrialisme" se greffe, dès 1823, le mot "paupérisme", emprunté au vocabulaire d'outre-Manche. Par rapport à la misère du temps passé, la nouveauté du paupérisme est d'être un état permanent et durable, touchant des pans entiers de la société ». Il faudra attendre toutefois la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour que des réponses significatives soient apportées à la « question sociale », sous la pression d'un mouvement ouvrier mieux organisé dont les prémices ne s'observent guère qu'en Angleterre vers 1850.

## ■ Bibliographie

### SUR LES ASPIRATIONS LIBÉRALES ET NATIONALES

#### • Manuels

– J.-M. Caron, M. Vernus, *L'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Des nations aux nationalismes, 1815-1914*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 1996.

– R. Girault, *Peuples et nations d'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1996.

– B. Michel, *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Aubier, Paris, 1995.

#### • Ouvrages plus spécialisés

– G. de Bertier de Sauvigny, *La Sainte-Alliance*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 1972 [recueil de textes].

– *Les révolutions de 1848, l'Europe des images : Le Printemps des peuples*, Assemblée nationale, 1998 [catalogue d'exposition avec une riche iconographie].

– P. J. Geary, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, trad. française, Aubier, Paris, 2004.

#### • Instruments de travail

– J.-M. Cara, *Le Concert des nations. Le tour du monde en 198 hymnes*, Éditions 1, Paris, 2004.

– A. Sellier, J. Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La Découverte, Paris, 1991.

– Id., *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, La Découverte, Paris, 1995.

#### SUR L'INDUSTRIALISATION

##### • Manuels généraux

– P. Léon, dir., *Histoire économique et sociale du monde*, tome 3 : *Inerties et révolutions (1730-1840)*, Armand Colin, Paris, 1978.

– J.-L. Pinol, *Le Monde des villes au XIX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1991.

– J.-P. Rioux, *La Révolution industrielle 1780-1880*, Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1989.

– P. Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1994.

– Id., *La Révolution industrielle*, Gallimard, coll. « Folio Histoire », Paris, 1997.

##### • Essais

– P. Bairoch, *Révolution industrielle et sous-développement*, Mouton, 1974.

– F. Crouzet, *Histoire de l'économie européenne, 1000-2000*, Albin Michel, Paris, 2000.

– D. S. Landes, *L'Europe technicienne. Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*, Gallimard, Paris, 1975.

– P. Verley, *L'Échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, tome 1 : *Les marchés*, Gallimard, Paris, 1997.

##### • Le cas français

– A. Dewerpe, *Le Monde du travail en France 1800-1950*, Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 1989.

– A. Gueslin, *L'État, l'économie et la société française XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, coll. « Carré Histoire », Paris, 1992.

– M. Lévy-Leboyer, dir., *Histoire de la France industrielle*, Larousse, Paris, 1996.

– G. Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1986.

– G. Procacci, *Gouverner la misère. La question sociale en France (1789-1848)*, Seuil, Paris, 1993.

– *Les Schneider, Le Creusot. Une famille, une entreprise, une ville (1836-1960)*, catalogue de l'exposition du Musée d'Orsay, Paris, 1995.

– D. Woronoff, *Histoire de l'industrie en France du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Seuil, Paris, 1994.

##### • Le cas britannique

– F. Bedarida, *La Société anglaise du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Seuil, coll. « Points Histoire », Paris, 1990.

– M. Charlot et R. Marx, *La Société victorienne*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 1978.

– F. Crouzet, *L'Économie de la Grande-Bretagne victorienne*, CDU-SEDES, Paris, 1978.

#### SITES INTERNET

[www.makingthemodernworld.org](http://www.makingthemodernworld.org) : site britannique du musée national de la Science et de l'Industrie, comprenant de nombreux dossiers éducatifs sur les aspects économiques et sociaux de l'industrialisation.

[www.histoire-image.org](http://www.histoire-image.org) : site de la Réunion des musées nationaux (nombreux dossiers d'histoire économique et sociale de la France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir d'œuvres commentées).

[www.scienceandsociety.co.uk](http://www.scienceandsociety.co.uk) : site de recherche iconographique d'histoire des sciences et des techniques.

## ■ Plan de la partie

La seule liberté prise avec le programme a consisté à commencer par les aspirations libérales et nationales, qui s'inscrivent dans la continuité de la partie précédente (centrée sur le politique), pour continuer par les transformations économiques et sociales.

Le **chapitre 11** (les aspirations libérales et nationales en Europe) suit un plan globalement chronologique. Une première leçon, appuyée sur une double page de cartes, fait le bilan de la période 1789-1815 du point de vue européen. La leçon 2, qui s'appuie aussi sur une carte, présente la réorganisation européenne tentée par le congrès de Vienne. La leçon 3 s'arrête sur l'idéologie libérale, qui est la grande force contestant l'ordre de Vienne. Un dossier de quatre pages permet d'analyser, comme une sorte d'étude de cas, la lutte d'indépendance des Grecs, qui est l'événement majeur de la décennie 1820. On peut ensuite étudier les aspirations nationales des années 1830 (leçon 4) et le Printemps des peuples (leçon 5). Le chapitre se termine par deux dossiers consacrés à l'Italie et à la symbolique nationale.

Le **chapitre 12** (les débuts de l'industrialisation en Europe) analyse globalement le phénomène de l'industrialisation à travers :

– ses origines (leçon 1), avec un gros plan sur le machinisme (dossier) ;

– ses caractéristiques principales, l'industrialisation et la naissance de l'usine (leçon 2), avec une étude de cas (dossier sur Le Creusot) ;

– ses conséquences sociales (leçon 3), avec deux dossiers sur le travail des enfants et sur l'affirmation de la bourgeoisie.

Le chapitre se termine par une réflexion sur les limites de la révolution industrielle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (leçon 4) et un dossier sur son berceau, la Grande-Bretagne.

Trois cartes de synthèse constituent enfin un bilan de la situation européenne vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

## CHAPITRE 11

# Les aspirations libérales et nationales en Europe

### Ouverture de chapitre

MANUEL, PAGES 244-245

#### Doc. 1. L'Europe des princes

Tableau de Jean-Baptiste Isabey, 1819.

Miniaturiste et portraitiste de cour, Jean-Baptiste Isabey (1797-1855) a travaillé pour tous les régimes (Constituante, Napoléon I<sup>er</sup>, Louis XVIII, etc.). Il a représenté ici les principaux acteurs du congrès de Vienne, dans leur habit d'apparat. On ne saurait mieux rendre l'atmosphère d'une diplomatie qui est encore celle de l'Ancien Régime. On reconnaît trois personnages importants :

- Le personnage debout à gauche, que l'on voit entièrement, est Metternich ;
- Le personnage assis au centre de l'image, dans une attitude assez relâchée (les jambes croisées, le bras gauche ballant) est Castlereagh ;
- Le personnage assis à droite de l'image, le bras droit posé sur la table et coiffé d'une perruque à la mode de l'Ancien Régime, est Talleyrand.

Le contraste entre cette image, où la politique est faite par des dignitaires officiels (ministres, diplomates, etc.), et la suivante, où la politique est l'affaire des peuples, est facile à percevoir pour les élèves.

#### Doc. 2. L'Europe des peuples

*La République universelle, démocratique et sociale*, lithographie de Georges Sorrieu, 1848. Paris, musée Carnavalet.

Cette lithographie constitue une excellente illustration des aspirations libérales et nationales qui se sont exprimées entre 1815 et 1848. Elle est très caractéristique de « l'esprit de 48 » et des espoirs suscités par le « Printemps des peuples ».

La République universelle, c'est d'abord la fraternisation de tous les peuples, menés par la France jusqu'à la statue des droits de l'homme. L'immense cortège des nations suit un « fil rouge », au sens strict du terme, qui mène au but. Les différentes nationalités sont identifiables par leurs costumes traditionnels et surtout par les drapeaux qui ponctuent de leurs taches colorées l'image. Un arbre de la liberté, pavoisé de multiples drapeaux, est même planté dans le décor. L'Irlande a sa place dans le défilé, après l'Angleterre. La Pologne est là aussi. Les drapeaux tricolores de l'unité allemande et de l'unité italienne répondent au drapeau français. On peut noter au pas-

sage que les différentes parties de l'Italie sont évoquées : on voit le drapeau du royaume des Deux-Siciles, celui de la Lombardie, celui de la Romagne (région incluse dans les États pontificaux). Les différentes composantes de la nation allemande sont aussi présentes, avec le même drapeau noir, rouge et or pour l'Allemagne et pour l'Autriche (bizarrement, le même drapeau est attribué à la Hongrie, à l'arrière-plan). Cette fraternisation des peuples, qui vont constituer la république universelle, est rendue possible par la chute des monarchies issues de l'Ancien Régime. Cette victoire du principe des nationalités sur celui de la légitimité dynastique est matérialisée au premier plan par un amas d'insignes brisés : couronnes monarchiques, aigles impériaux, blasons nobiliaires, etc. La fraternité ne se joue pas seulement entre les peuples, mais aussi entre les sexes et les classes : c'est la république démocratique et sociale. Les femmes sont bien représentées dans le cortège. Et toutes les catégories sociales y figurent : on voit des ouvriers vêtus de la blouse bleue, des bourgeois coiffés du chapeau haut-de-forme, des paysans en costume traditionnel de leur pays, des militaires en uniforme, etc. Les diverses activités économiques, traditionnelles ou modernes, sont associées à la fête : on voit à l'arrière-plan un berger, un laboureur qui salue, un train, un bateau à vapeur, etc. Le maître mot de l'allégorie est inscrit dans les cieux : « Fraternité » au-dessus d'un Christ qui bénit le défilé des nations. Rappelons que « l'esprit de 48 » n'est nullement hostile à la religion et que les catholiques libéraux ou sociaux ont joué un rôle important dans les révolutions.

## 1. L'Europe bouleversée par la France (1799-1815)

MANUEL, PAGES 248-249

#### Doc. 2. L'espoir d'un monde nouveau

Pour cette famille danoise, la prise de la Bastille représente la fin du « despotisme » et le début d'un monde nouveau. Selon ce témoignage, la Révolution française rencontre les attentes d'une grande partie de la société européenne : « Ce n'était pas seulement en France qu'une révolution commençait, c'était dans toute l'Europe. Elle poussait ses racines dans des millions d'âmes. » Elle suscite d'immenses espoirs (« quels jours heureux et brillants se lèvent pour vous ! »). Partout l'Ancien Régime, fondé sur le privilège et la misère, va disparaître : « Toutes les barrières de la naissance et de la pauvreté vont

tomber ; désormais, le dernier d'entre vous va pouvoir lutter contre le plus puissant à armes égales et sur le même terrain ! »

### Doc. 3. La paix ou la guerre ?

La France en vient à légitimer la guerre et la conquête quand il s'agit d'exporter les principes de la Révolution. La guerre est légitime pour porter « secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté » et « défendre les citoyens qui auraient été vexés ou pourraient l'être pour la cause de la liberté » (b). Autrement dit, la France peut intervenir dans un autre pays pour aider son peuple ou une partie de celui-ci à établir un nouveau régime. La conquête ou l'occupation de ce territoire permettra d'établir un régime semblable à celui de la nation française, donnée en modèle : « la souveraineté du peuple, la suppression de toutes les autorités établies, des impôts ou contributions existants, l'abolition de la dîme, de la féodalité, des droits seigneuriaux (...) et généralement de tous les privilèges » (c).

La France envisage de traiter un peuple « avec fraternité » quand il manifeste son enthousiasme pour le modèle révolutionnaire et « comme ennemi » quand il manifeste son attachement à l'Ancien Régime (« elle traitera comme ennemi le peuple qui, refusant la liberté et l'égalité, ou y renonçant, voudrait conserver, rappeler ou traiter avec le prince et les castes privilégiées »). Dans ce cas, l'armée française a pour mission de contraindre ce peuple à adopter les principes de liberté et d'égalité !

### Doc. 4. La France contre la nation espagnole : *El Tres de Mayo*

Huile sur toile de Francisco Goya, 1814, 266 x 345 cm.  
Madrid, musée du Prado.

Le peintre donne ici l'image d'une France oppressive et sanguinaire. À droite du tableau, des soldats anonymes (on ne voit pas leur visage), sont alignés dans la brutalité d'un peloton d'exécution, au sein d'une nuit noire. À gauche du tableau, dans un rayon de lumière venu de la lanterne, le peuple espagnol est incarné par des personnages aux traits expressifs, qui affirment leur patriotisme. Le personnage central, en chemise blanche, les bras levés en croix, est une figure presque christique de la nation espagnole. Au premier plan, les cadavres ensanglantés montrent la barbarie de l'armée française au cours de la guerre d'Espagne (1807-1814). Goya a peint ce tableau nationaliste en 1814 pour se dédouaner de son attitude ambiguë pendant l'occupation française.

## 2. 1815 : la loi des princes

MANUEL, PAGES 252-253

### Doc. 2. Le pacte de la Sainte-Alliance

Les historiens s'interrogent encore sur la genèse de ce texte célèbre. Son principal inspirateur est le tsar Alexandre I<sup>er</sup>, personnage complexe soumis à toutes sortes d'influences. Il semble avoir été proche un moment des idées libérales, puis il est gagné par une pensée mystique, qui voulait pacifier l'Europe par un retour aux valeurs chrétiennes. Il s'agit d'un texte très court : après le préambule et l'article 1 reproduits ici, on trouve un article 2 définissant en termes très généraux la politique de la Sainte-Alliance et un article 3 invitant les autres puissances à rejoindre les trois signataires du pacte.

Les intonations religieuses du texte sont évidentes. Le titre

même du pacte, la Sainte-Alliance, montre qu'il s'agit d'une alliance fondée sur « les préceptes de cette Religion sainte ». Celle-ci doit devenir le fondement de toute politique, intérieure ou internationale, si l'on en croit le préambule. On soulignera bien sûr qu'il s'agit ici du christianisme dans une définition œcuménique, puisque les trois souverains professent des religions différentes : l'empereur d'Autriche est catholique, le roi de Prusse protestant et le tsar de Russie orthodoxe. L'article 1 demande aux chefs d'État d'appliquer à la lettre les « paroles des Saintes Écritures », c'est-à-dire le message d'amour de Jésus tel qu'il est retranscrit dans le Nouveau Testament, en se considérant comme des frères. La Sainte-Alliance est donc une « fraternité véritable et indissoluble » et l'Europe devrait donc être une grande famille. La métaphore familiale est filée d'une manière plus ou moins cohérente, puisque cet « esprit de fraternité » doit pousser les souverains à se comporter « envers leurs sujets et armées comme pères de famille ». On retrouve ici une conception plus traditionnelle, paternaliste, du rapport entre roi et sujets. Il est plus intéressant sans doute de souligner que les trois chefs d'État se considèrent « comme compatriotes » et se prêtent mutuelle assistance. L'interprétation de ce passage est plus délicate, et le professeur peut s'y attarder s'il estime que les élèves ont le niveau requis. Cette idée est développée dans l'article 2 du pacte, où les trois souverains affirment se considérer comme « membres d'une même nation chrétienne », comme « délégués par la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille [...] confessant ainsi que la nation chrétienne dont eux et leurs peuples font partie n'a réellement d'autre souverain que [...] Dieu ». Les trois chefs d'État sont « compatriotes » donc parce qu'ils appartiennent à une nation chrétienne qui transcende les frontières des États. On peut voir là le rêve réactionnaire d'un retour à la chrétienté médiévale, à un ordre de droit divin. Mais on peut y voir aussi l'idéal d'une Europe unie par des grands principes, dépassant les divisions confessionnelles et nationales. À l'époque en tout cas, la Sainte-Alliance apparut bien comme un système politique dirigé contre les aspirations nationales.

Ce pacte ne pouvait avoir de portée réelle pour deux raisons intimement liées :

– d'abord parce qu'il s'agit d'un pacte abstrait, d'une déclaration de principes dont l'application n'est pas vérifiable. Le caractère déclamatoire du texte est particulièrement frappant, avec des formules ronflantes comme : « déclarent solennellement que le présent acte n'a pour objet que de manifester à la face de l'univers leur détermination inébranlable » ;

– ensuite parce que le tsar de Russie est pratiquement le seul à y croire. Les dirigeants anglais ont refusé de signer ce document fumeux. Castlereagh souligna « le caractère embarrassant de ce monument de mysticisme sublime et de non-sens, spécialement pour un souverain britannique » (*Lettre à Lord Liverpool*, 28 septembre 1815). Quant à Metternich, il s'empressa de souligner que le pacte n'avait nullement la valeur d'un véritable traité. Le vrai, c'est le traité de la Quadruple-Alliance, signé par le Royaume-Uni, et instaurant les règles du concert européen.

### Doc. 3. Éloge de la stabilité

Ce texte est extrait d'un mémoire rédigé par Metternich pour exposer au tsar les principes d'une saine politique européenne. Le chancelier autrichien se méfie des idées fumeuses d'Alexandre I<sup>er</sup> et il lui explique littéralement ce que signifie l'ordre mis en place au congrès de Vienne. Le concert euro-

péen se préoccupe alors de Naples, où une révolution a éclaté : les alliés sont réunis en congrès à Troppau (petite ville de Silésie) en octobre 1820, puis à Laybach (Ljubljana, en Slovénie) en janvier 1821.

Les factieux dont parle Metternich sont ceux qui veulent renverser l'ordre établi ou plutôt rétabli en 1815. Metternich désigne par ce terme générique et péjoratif les partisans des idées libérales et nationales. Il est persuadé qu'il existe une sorte d'internationale de la subversion, à l'échelle européenne, plus ou moins dirigée par les libéraux français et représentée dans tous les pays par des sociétés secrètes, « cette gangrène de la société ». Metternich songe ici aux loges maçonniques ou aux *carbonari* (cf. manuel, pages 254-255).

La mission des gouvernants est définie par Metternich par les termes de « conservation », « stabilité », « fixité », qu'il oppose à « renversement », « destruction », « changement ». Pour lui, le gouvernement est naturellement conservateur : « que les gouvernements donc gouvernent, qu'ils maintiennent les bases fondamentales de leurs institutions ». On peut noter que ce conservatisme défini par Metternich se défend d'être hostile à tout progrès (« la stabilité n'est pas l'immobilité ») et se présente comme le gardien de la légalité (il s'agit de conserver un ordre légal, Metternich insiste à plusieurs reprises sur ce point). Mais il s'agit bien d'un conservatisme, clairement assumé : les gouvernants doivent rester fermes dans cette mission, ne pas hésiter à réprimer les opposants et se montrer « paternels » (on retrouve la métaphore paternaliste, cf. doc. 2).

Metternich a une vision manichéenne de l'Europe au début des années 1820 : elle est divisée entre les bons et les méchants, ce qui apparaît explicitement dans la dernière phrase. Il n'y a donc aucune place pour un juste milieu : Metternich veut mettre ici en garde le tsar contre les risques d'une attitude trop compréhensive à l'égard des idées libérales ; le chancelier autrichien est très hostile notamment à l'évolution politique de la France (une monarchie qui d'une certaine façon a reconnu les acquis de 1789). D'un côté donc la « gangrène » et les « factieux », de l'autre l'ordre légal défendu par les gouvernements.

#### Doc. 4. « La Restitution ou chacun son compte »

Caricature du congrès de Vienne, gravure à l'eau-forte colorisée, 1815. Paris, BN.

Le titre de cette caricature désigne fort bien le but du congrès de Vienne : il s'agit de restituer, c'est-à-dire de rendre aux différents souverains de l'Europe ce qui leur avait été pris illégalement, par Napoléon bien sûr. La restitution c'est donc le retour à la légalité, à l'ordre d'avant la Révolution et l'Empire. Chacun doit y trouver son compte, ce qui suggère des notions plus pragmatiques de partage, d'arbitrages, de marchandages, etc.

C'est cette dimension qui est mise en valeur par le dessinateur. Il met en scène le partage de l'Europe en le représentant très concrètement : les souverains (reconnaissables à leur uniforme ou costume d'apparat), se partagent des « morceaux » de territoire, matérialisés par des cartes (par exemple on reconnaît très bien la carte de l'Espagne que Ferdinand VII porte sous le bras) et par des maquettes de villes (le roi de Prusse ramasse Erfurt). Certaines cartes sont roulées et déjà dans la poche des bénéficiaires : l'empereur d'Autriche a en poche Venise et le Piémont (ce qui est assez curieux, puisque le royaume de Piémont-Sardaigne est resté indépendant en 1815). Les trois personnages centraux de ce partage continental, qui semblent arbitrer, sont logiquement le tsar de Russie, l'empe-

reur d'Autriche et le roi de Prusse (on peut voir d'ailleurs au milieu d'eux la carte de la Pologne, territoire effectivement partagé entre ces trois États). L'Angleterre, représentée par Castlereagh (secrétaire aux Affaires étrangères), ne participe pas directement à ces marchandages territoriaux.

La situation particulière de la France apparaît dans la caricature, qui représente une sorte de passation de pouvoir entre Napoléon et Louis XVIII. L'empereur déchu est assis, accablé, sur un trône : Castlereagh, avec un sourire sarcastique, semble l'inviter à se lever, pour céder sa place. Le tsar de Russie s'apprête à donner la carte de la France à Louis XVIII, qui arrive en portant dans sa main la couronne. Les épaulettes qui gisent à terre devant le trône sont-elles celles de Napoléon, général vaincu ? En tout cas, les alliés chassent l'usurpateur et rétablissent la dynastie légitime des Bourbons. Dans les coulisses, on voit Talleyrand (chef de la délégation française et grand négociateur) et Murat, qui semble épier les négociations pour savoir quel sort on va lui réserver. Le beau-frère de Napoléon a joué en effet un rôle trouble : proclamé roi de Naples en 1808, Murat a trahi Napoléon en 1814 en signant un traité avec l'Angleterre et l'Autriche et il a ainsi conservé son royaume en 1814. Mais Murat savait que les alliés préféreraient restaurer les Bourbons sur le trône de Naples et il a tenté de se rallier à Napoléon lors des Cent-Jours (il est fusillé en Calabre en octobre 1815).

### 3. Les revendications libérales

MANUEL, PAGES 254-255

#### Doc. 2. Une définition de la liberté

Benjamin Constant est sous la Restauration l'une des grandes figures du libéralisme, après une carrière politique assez tortueuse. Opposant à Napoléon, il a soutenu la Charte de 1814. Puis il s'est rallié à Napoléon lors des Cent-Jours, en préparant pour lui la constitution d'un Empire libéral (*Acte additionnel aux constitutions de l'Empire*, 1815). Quand Louis XVIII revient sur le trône, Constant s'exile un an en Angleterre, où il écrit son roman *Adolphe*. De retour en France, Constant est élu député en 1819, 1824 et 1827. Il soutient le libéralisme par ses discours à la Chambre, aux côtés de La Fayette, et ses articles théoriques dans la presse d'opposition. Comme sa maîtresse Madame de Staël, c'est un admirateur du modèle anglais.

Dans cet extrait d'un discours célèbre, Constant donne sa définition de la liberté, en évoquant explicitement les modèles anglais et américain. Ce qui est caractéristique de ce libéralisme du début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est que les libertés politiques et économiques sont intimement liées dans l'affirmation des droits de l'individu.

Parmi les droits politiques, Constant invoque d'abord les garanties judiciaires contre l'arbitraire (le modèle est clairement l'*Habeas Corpus* anglais), puis les libertés fondamentales d'opinion, de réunion et de culte. À la fin de l'extrait, il présente d'une manière plus floue « le droit, pour chacun, d'influer sur l'administration du gouvernement ». Cette évocation assez vague du régime représentatif ne prend pas position clairement sur le régime parlementaire ou sur la nature du suffrage (censitaire ? universel ?). Constant semble surtout songer aux modèles anglo-saxons, puisqu'il évoque le droit de pétition (Angleterre) et la possibilité d'élire les fonctionnaires (comme le *sheriff*, officier de police élu aux États-Unis).

Constant insiste sur les libertés économiques, comme le droit «de choisir son industrie, et de l'exercer, de disposer de sa propriété, d'en abuser même». L'initiative individuelle doit donc être totale : il n'y pas de limite aux droits de propriété et d'entreprise, l'État n'a pas à réguler une économie fondée sur le profit. Constant affirme aussi le droit d'aller et venir librement, qui va dans le sens du libre-échange.

Ce texte montre bien que le libéralisme est avant tout un individualisme. La société est fondée sur la liberté individuelle (cf. la formule récurrente : «c'est pour chacun le droit»), définie ici d'une manière presque libertaire (le droit à l'excès, le droit à la fantaisie).

### Doc. 3. Pour une représentation plus juste du peuple britannique

Le chartisme est le principal mouvement qui dénonce les limites et les insuffisances de l'idéologie libérale dans l'Europe de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que le socialisme est encore peu organisé. Il s'appuie très largement sur les ouvriers, même si ses revendications sont politiques.

Les chartistes s'en prennent aux défauts du système électoral du Royaume-Uni. Ils dénoncent d'abord le suffrage censitaire, comme un système de représentation «restreint et injuste». Le Parlement légifère pour tous, mais il n'est élu que par 900 000 personnes sur une population de 26 millions d'habitants. Malgré la réforme de 1832, le «pays légal» est donc très loin du «pays réel». C'est pourquoi les chartistes demandent le «droit à la représentation de tous les hommes adultes», c'est-à-dire le suffrage universel masculin (définitivement établi en 1918). Ils demandent aussi «la suppression de l'obligation d'être propriétaire pour être élu» et la création d'une indemnité parlementaire, qui permette aux pauvres de faire de la politique. Jusqu'en 1858 en effet, la «*property qualification*» réserve le droit d'être élu à la chambre des Communes aux propriétaires (d'un bien ayant un revenu d'au moins 300 £ dans les bourgs et 600 £ dans les comtés). Les chartistes critiquent ensuite le découpage des circonscriptions. On sait que le système britannique, très complexe, permet à des «bourgs pourris» dont la population décline d'avoir deux députés au même titre que des villes industrielles à la population en pleine croissance. C'est pourquoi les chartistes demandent «l'égalité des arrondissements électoraux», c'est-à-dire un découpage des circonscriptions proportionnel à leur population. Les chartistes demandent enfin le vote secret (établi en 1872), car la corruption électorale est rendue possible par le vote public.

Ce programme, au-delà de ses aspects techniques, constitue une critique du libéralisme, comme idéologie inégalitaire, et il propose une forme de démocratie plus avancée. Selon les chartistes, les libéraux n'ont pas institué un vrai régime représentatif. Le Parlement ne représente pas le peuple dans son ensemble, mais les seuls notables des campagnes et des villes, les «intérêts fonciers et capitalistes». Le libéralisme est une idéologie de la propriété : il considère que seuls les propriétaires sont aptes à représenter la nation. Le texte laisse aussi entendre que la minorité qui est élue au Parlement agit en fonction de ses intérêts égoïstes et néglige les problèmes de la majorité, par exemple les problèmes des ouvriers qui ont constitué le mouvement chartiste («sans égard pour les malheurs, les injustices»). Dans d'autres passages de la Charte la pauvreté est évoquée explicitement. Ce régime n'est pas vraiment représentatif, il n'est donc pas vraiment parlementaire. Les chartistes affirment que le Parlement «agit sans être responsable

devant [le peuple]» et ils demandent «des Parlements annuels». Pour eux, on pourra parler d'une véritable responsabilité politique quand le Parlement sera élu au suffrage universel et renouvelé tous les ans.

### Doc. 4. La défense des libertés : «Ne vous y frottez pas»

Caricature d'Honoré Daumier, 1834. Paris, BN.

La caricature est en plein essor en France au début de la monarchie de Juillet, grâce à la liberté de la presse acquise en 1830. Jusqu'en 1835, les journaux satiriques (*La Caricature*, *Le Charivari*, etc.) et politiques se développent au point d'inquiéter le roi. En 1834, les journaux sont engagés dans un rapport de force avec le pouvoir. Celui-ci voit d'un mauvais œil le développement de ces dessins satiriques, où dominent deux grands noms de la caricature de l'époque : Daumier (1808-1879) et Grandville (1803-1847). Dans cette époque de durs débats et d'affrontements politiques parfois très violents, la caricature est bel et bien un acte politique qui fait prendre des risques à ceux qui s'y engagent. Daumier fut du reste arrêté et mis en prison pour six mois en 1832 en raison d'un de ses dessins qui représentait le roi Louis-Philippe en Gargantua (cf. manuel, page 237). En 1835, une série de lois rétablit la censure sur la presse. La période 1830-1835 constitue de ce fait un véritable âge d'or de la presse indépendante en France.

Le personnage central, un ouvrier typographe aux poings serrés, incarne la liberté de la presse. Les personnages à droite qui «s'y sont déjà frottés» sont Charles X, à terre, entouré par deux monarques étrangers : ils symbolisent la réaction vaincue en 1830. Les personnages à gauche, à qui s'adresse l'avertissement, sont Persil (procureur général chargé des poursuites judiciaires contre la presse), Louis-Philippe (avec son costume de «roi-bourgeois»), et Odilon Barrot (avocat et homme politique). La position de ce dernier est intéressante, comme s'il cherchait à freiner Louis-Philippe et Persil. En effet, Barrot soutient l'orléanisme tout en étant favorable aux réformes, hostile à la répression.

On voit mieux après cette description, que la presse, qui vient d'en découdre avec Charles X, est prête à faire de même avec Louis-Philippe s'il veut s'opposer à elle. Dans la caricature, le message est donc clair. Il est exprimé par un des représentants de la presse libre et indépendante (Daumier) à l'attention de Louis-Philippe. Si le roi décide de s'opposer à la liberté de la presse, l'ouvrier typographe saura quoi faire. La liberté de la presse se défendra en mettant à terre le nouveau roi, comme elle le fit de Charles X qui avait voulu revenir sur la liberté d'expression par les quatre ordonnances de juillet 1830. Cette image signifie donc que la liberté de la presse peut faire tomber les rois.

# La lutte des Grecs pour l'indépendance

MANUEL, PAGES 256-259

◆ **Question 1.** Les Grecs justifient leur déclaration d'indépendance en dénonçant l'oppression turque. « La nation grecque [...] s'est trouvée dans la nécessité absolue de recourir aux armes pour mettre à l'abri sa propre conservation ». Il s'agit en quelque sorte d'un sursaut vital, face à une politique d'anéantissement.

Les fondements de l'identité nationale grecque sont la religion et l'histoire. La religion est citée à plusieurs reprises comme un élément essentiel de l'identité grecque. Les Grecs – orthodoxes vivant dans un empire musulman – veulent rejoindre « la grande famille des chrétiens ». Dans le tableau de Lipparini (doc. 4), l'Église orthodoxe est bien présente auprès des combattants. L'histoire apparaît implicitement comme un autre élément de l'identité grecque. En réclamant leur « rétablissement dans l'association européenne », les Grecs font référence à la civilisation hellénique de l'Antiquité qui a joué un rôle essentiel aux fondements de l'histoire occidentale.

◆ **Question 2.** La lutte des Grecs peut inspirer d'autres peuples. D'abord ceux qui sont aussi « prisonniers » de l'Empire ottoman dans les Balkans, les Bulgares par exemple. Ensuite, ceux qui sont prisonniers d'autres Empires comme l'Empire autrichien ou l'Empire russe.

◆ **Question 3.** Les intellectuels européens peuvent soutenir la cause des Grecs, soit en s'engageant directement à leurs côtés, comme le fit Byron, soit en mettant leur art au service de la cause grecque. La répression turque est dénoncée par des poèmes (Victor Hugo) ou des tableaux (Delacroix). En France et au Royaume-Uni des comités philhellènes sont créés pour mobiliser l'opinion publique (manifestations, concerts de soutien, publications) et accueillir des exilés (familles des combattants grecs). Le romantisme joue un rôle décisif dans cette mobilisation. Ce mouvement littéraire et artistique, qui valorise « l'âme des peuples », s'enflamme en effet pour la cause des nationalités. Parce qu'il exalte la liberté individuelle, l'action héroïque, le romantisme est aussi poussé à défendre le combat des Grecs contre l'oppression.

◆ **Question 4.** En 1828, Victor Hugo (1802-1885) est un jeune écrivain qui a déjà pris parti pour le romantisme. En 1829, dans *Les Orientales*, il cherche son inspiration dans l'exotisme de l'Orient, ici la Grèce en quête d'indépendance. Le poème de Victor Hugo a pour cadre l'île dévastée : dès les deux premiers vers, le poète évoque clairement « les Turcs » et « Chio ».

Le style de Victor Hugo est ici typique du romantisme : goût de la virtuosité, recherche de l'effet. Le poète joue d'abord sur un contraste entre le présent (« tout est ruine », « tout est désert ») et le passé (la douceur de vivre qui caractérisait Chio), pour souligner la barbarie des Turcs.

Surtout, il choisit comme personnage central un enfant, qui devient le symbole de la cause grecque. Ce procédé est familier à Hugo, qui peint souvent des enfants héros ou martyrs (Gavroche dans *Les Misérables*, l'enfant assassiné en décembre 1851 dans le poème *Souvenir de la nuit du 4*). Le procédé se fonde aussi sur une certaine réalité historique : les contemporains avaient été étonnés par la détermination des enfants grecs. Certains participèrent aux grands combats, d'autres

furent envoyés en France et « adoptés » par le comité grec de Paris.

Tout le poème est bien sûr construit sur le contraste entre la symbolique de l'innocence, couramment associée aux enfants, et la réponse lapidaire de l'enfant grec, qui crée un effet de surprise et révèle sa détermination : « Je veux de la poudre et des balles ».

◆ **Question 5.** La religion joue un rôle important dans le débat sur l'intervention des puissances. Chateaubriand en appelle à la solidarité de « l'Europe chrétienne » pour secourir les Grecs, « des chrétiens comme nous », qui subissent « le fer des Turcs ». On dirait presque un appel à la croisade. Quant au texte de Metternich, il montre bien que le tsar de Russie est poussé à intervenir en faveur de ses « coreligionnaires » grecs, parce qu'il se considère comme le protecteur de l'orthodoxie.

◆ **Question 6.** Metternich explique le soulèvement des Grecs par un complot de « l'internationale » libérale : « l'événement n'est pas isolé, il tient à un plan, combiné et général », il a été « calculé par les entrepreneurs du bouleversement en Europe ». Il ne s'agirait donc pas d'un soulèvement national, mais d'une machination pour « entretenir l'incendie libéral » en éloignant l'un de l'autre les deux piliers de la Sainte-Alliance que sont l'Autriche (hostile à l'intervention) et la Russie (favorable à l'intervention en faveur des Grecs). Ce que Metternich appelle le « principe de conservation », c'est le principe de légitimité dynastique qui a été la base du congrès de Vienne. Le sultan de l'Empire ottoman est le souverain légitime en Grèce ; le combat des nationalistes grecs est un soulèvement illégitime. Il n'y a aucune raison de faire une exception en faveur des Grecs, sinon c'est la porte ouverte au principe des nationalités, qui fera implorer les Empires autrichien et russe.

◆ **Question 7.** La grande puissance qui n'intervient pas dans la guerre d'indépendance est précisément l'Autriche, pour les raisons que l'on vient d'expliquer. Cela affaiblit la Sainte-Alliance, puisque celle-ci était censée reposer sur une solidarité sans faille entre les puissances.

◆ **Question 8.** Ce nouvel État européen qu'est la Grèce s'organise d'une manière assez laborieuse. La Constitution de 1827 proclamait une République grecque, mais de vives tensions opposèrent le président Capo d'Istria (qui avait des liens étroits avec la Russie et se comportait en dictateur) et les clans libéraux. Après une période de guerre civile, la Grèce s'est vue imposer par les puissances un souverain issu d'une dynastie allemande. Othon était le second fils du roi Louis I<sup>er</sup> de Bavière, souverain connu pour son philhellénisme (dont témoignent de nombreux bâtiments de style néoclassique à Munich). C'est le roi Othon qui a ensuite choisi le drapeau symbolisant cette nouvelle nation indépendante.

◆ **Question 9.** La Grèce de 1830-1832 est beaucoup plus réduite que la Grèce actuelle : il lui manque une large partie de la Grèce continentale au nord (Thessalie, Épire, Macédoine, Thrace occidentale), la Crète et les îles de la mer Égée. La Grèce s'est agrandie progressivement en annexant : les îles Ioniennes (cédées par le Royaume-Uni en 1864), la Thessalie (cédée par l'Empire ottoman en 1881), la Crète (rattachée à la Grèce entre 1898 et 1908), puis de vastes territoires gagnés lors des guerres balkaniques de 1912-1913 (Épire, Macédoine, îles de la mer Égée). La Thrace occidentale a été annexée en 1919 (aux dépens de la Bulgarie) et les îles du Dodécanèse (autour de Rhodes), occupées par l'Italie de 1912 à 1944, devinrent officiellement grecques en 1947.



## 4. Les aspirations nationales

MANUEL, PAGES 260-261

### Doc. 1. « L'ordre règne à Varsovie »

Lithographie de Grandville, 1831. Paris, BN.

Cette lithographie du caricaturiste Grandville (1803-1847), publiée en 1831 dénonce d'une façon sarcastique l'inaction du gouvernement français face à la répression russe. Le personnage central est un cosaque, cavalier russe qui symbolise la répression barbare. Il est reconnaissable à son costume (pantalon bouffant, chapeau) et à ses armes (notamment la longue pique). Grandville a accentué sa sauvagerie en donnant à son visage une expression à la fois bestiale (le personnage a l'air totalement abruti de carnages) et macabre (de loin, sa tête ressemble à une tête de mort). La force de la caricature réside dans le contraste entre son titre, inspiré d'une formule maladroite du ministre des Affaires étrangères, et l'image qui révèle que l'ordre est celui de la mort (c'est la paix des cimetières !). Le cosaque fume tranquillement la pipe, alors que ses pieds baignent dans le sang, au milieu de cadavres atrocement mutilés. Dans le lointain, tout est désolation : incendie, têtes sur des piques, gibets dressés par un autre cosaque, etc.

### Doc. 3. Comment naît le « sentiment de nationalité »

Le témoignage peu connu de cet intellectuel croate (cité par Bernard Michel, *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Aubier, 1995, p. 37) montre bien comment les intellectuels de l'Europe centrale passent d'une culture universaliste, issue des Lumières, au sentiment national.

Le « sentiment de nationalité » est opposé par l'auteur au cosmopolitisme, à « l'idée de l'humanité ». Jusqu'en 1840, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 16 ans, Tkalac est « un cosmopolite absolu ». Sa formation intellectuelle, en latin et en allemand, a fait de lui une sorte de « citoyen du monde ». La nationalité ne représente rien pour lui, c'est le simple hasard de la naissance : « dépendait-il de ma volonté que je sois né en Croatie et pas en Italie ni en Allemagne ? ».

Puis sa façon de penser change du tout au tout. L'idée de l'humanité lui apparaît comme une idée abstraite, désincarnée : « un homme abstrait, sans nationalité et sans sexe, n'existe pas ». Il décrit alors le sentiment de nationalité comme une réalité concrète qui s'impose à lui, exactement comme le fait d'être de sexe masculin. Il utilise d'ailleurs une métaphore biologique : « la nationalité serait ainsi la peau qui recouvre les os et la chair et dont l'homme ne peut sortir, même s'il le souhaitait ». L'homme universel, abstrait, serait un homme sans peau, exactement comme un écorché dans les livres de médecine. La nationalité est la forme concrète, incarnée, de l'humanité. On peut noter pour finir que l'auteur se sent moins croate que slave (cf. la dernière phrase), ce qui révèle la diffusion des idéaux panslavistes chez les intellectuels de l'Empire d'Autriche. Les Croates et les Slovènes redécouvrent alors leur langue et leur culture et rêvent à l'union des peuples « illyriens » (on ne dit pas encore « yougo-slaves »). Le jeune Tkalac se met alors à lire les écrivains russes, polonais et tchèques.

### Doc. 5. Le Manifeste de la Jeune Europe de Mazzini

Giuseppe Mazzini publia ce manifeste en 1834 en Suisse, où il s'était réfugié comme beaucoup de militants libéraux. Il

essaie ainsi d'étendre à l'échelle européenne le combat contre la réaction qu'il a commencé avec la Jeune Italie.

Le ton un peu emphatique de ce manifeste est typique du mouvement libéral et national de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, marqué par l'enthousiasme et un certain lyrisme romantique. On notera les mots « fraternité », « avenir », « progrès » et cette rhétorique de la jeunesse qui caractérise la génération romantique.

Dans l'esprit de Mazzini, les nationalités et l'Humanité ne sont nullement contradictoires. L'Humanité a une « mission générale » de progrès, et au sein de l'Humanité, chaque nationalité a sa « mission particulière ». Il n'y a donc pas opposition entre les différents nationalismes, mais au contraire une fraternelle coopération.

Le point commun entre les trois peuples associés dans ce projet, c'est qu'il s'agit de trois nationalités qui aspirent à « s'émanciper » (article 4), c'est-à-dire à accéder à un État souverain et unifié. Les Italiens sont éclatés en plusieurs États largement dominés par l'Autriche. Les Allemands sont divisés, eux aussi, en de multiples États et indirectement soumis au contrôle de l'Autriche (gendarme de la Confédération germanique). Les Polonais ont été partagés entre la Prusse, l'Autriche et la Russie en 1815.

Les peuples invités par Mazzini à rejoindre le mouvement (article 8) pourraient être les Irlandais (intégrés au Royaume-Uni), les nationalités soumises à l'Empire d'Autriche (Hongrois, Tchèques, Slovènes et Croates, etc.), voire les nationalités soumises à l'Empire ottoman (Serbes, Roumains, etc.).

Cette « ligue d'attaque et de défense solidaire des peuples » (article 4) s'oppose évidemment pour Mazzini à la Sainte-Alliance des princes organisée par le congrès de Vienne en 1815.

## 5. Le Printemps des peuples

MANUEL, PAGES 262-263

### Doc. 3. La voix du peuple

L'opinion publique peut s'exprimer en 1848 à travers les réunions et manifestations, mais surtout grâce à la presse, qui a retrouvé sa liberté. Partout en 1848 la censure fut levée, en France, dans les États allemands, y compris l'Autriche (14 mars 1848) et la Prusse (17 mars 1848).

La caricature est une « arme implacable », parce que l'image satirique est souvent plus efficace que les mots pour dénoncer « les absurdités et les sottises commises par ceux qui se trouvent sur le devant de la scène ». Les révolutions de 1848 furent marquées par une véritable explosion de l'image, sous toutes ses formes. Les caricatures sont diffusées par de multiples journaux illustrés (près de mille dans les territoires allemands en 1848-49) et aussi vendues séparément sous la forme de planches lithographiées.

### Doc. 4. Le roi de Prusse refuse à l'avance une « couronne de bric-à-brac »

Le Parlement de Francfort, après de longs débats, se prononça en décembre 1848 pour la solution de la Petite Allemagne, qui excluait l'Autriche. Les discussions portèrent alors sur la Constitution du futur État allemand unifié. Le 28 mars 1849,

le Parlement proposa au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV la couronne de *Kaiser der Deutschen* (« Empereur des Allemands »). Mais le roi de Prusse refusa cette couronne, refus méprisant qu'il avait déjà exprimé à l'avance, notamment dans cette lettre à l'ambassadeur de Prusse à Londres.

Le roi de Prusse refuse très clairement une monarchie constitutionnelle, où la souveraineté serait exercée par le roi au nom de la nation. Il fait explicitement référence à la monarchie de Juillet, issue des barricades de 1830 (« la couronne des pavés de Louis-Philippe ») et qui est l'exemple type d'une monarchie ayant accepté la souveraineté nationale. Le titre que le Parlement de Francfort lui proposait, « empereur des Allemands » rappelle précisément celui de Louis-Philippe, « roi des Français ».

Pour Frédéric-Guillaume IV, le monarque ne tire pas sa légitimité du peuple, mais de Dieu (« la couronne qui porte l'empreinte de Dieu »). Il semble admettre (fin du texte) une constitution, pourvu qu'elle soit octroyée par le roi (Frédéric-Guillaume IV concéda effectivement une constitution à ses sujets prussiens).

L'assemblée dont il parle est le Parlement de Francfort. C'est une « assemblée issue d'un germe révolutionnaire », parce qu'elle a été imposée par les révolutions de 1848, qu'elle a été élue au suffrage universel et qu'elle est dominée par les libéraux.

## Dossier

### L'Italie en quête d'unité

MANUEL, PAGES 264-265

◆ **Question 1.** L'État qui « appartient à l'Autriche » est le royaume de Lombardie-Vénétie. Les autres, selon Mazzini, « subissent aveuglément l'influence » de l'Autriche :

– à cause des « liens de famille » qui unissent leurs princes à Vienne, les quatre duchés de l'Italie centrale (Toscane, Lucques, Modène, Parme) sont des satellites de l'Autriche, gouvernés par des princes autrichiens (expression à nuancer dans un cas : le duché de Modène est dirigé par une famille italienne, les Este, restaurée par l'Autriche et totalement dépendante des troupes autrichiennes).

– et « par le sentiment de leur faiblesse », ce qui vaut pour les souverains déjà cités qui doivent tout à l'Autriche et aussi pour le royaume des Deux-Siciles, un État inféodé à l'Autriche, dont la dynastie (Bourbons) a été restaurée au congrès de Vienne.

Seuls deux États italiens peuvent échapper à l'emprise autrichienne (ce que Mazzini ne dit pas) : les États du pape et le royaume de Piémont-Sardaigne. On peut ajouter que l'Autriche se considère comme le défenseur traditionnel de la papauté et que donc le seul État capable d'être le noyau d'une Italie unifiée est le royaume de Piémont-Sardaigne.

◆ **Question 2.** Le texte de Mazzini est construit sur une opposition très efficace entre deux paragraphes.

– Le premier paragraphe présente comme évidente l'existence d'une nation italienne, forte de tous les atouts : la démographie, la conscience de l'unité (territoriale, linguistique, culturelle), la grandeur du passé, la richesse économique. Cette évidence est marquée par une longue et unique phrase : « Nous sommes un peuple de 21 à 22 millions d'habitants, désignés (...), fiers (...), riches (...) ».

– Le deuxième paragraphe interrompt brutalement cette longue phrase par un constat négatif : « Nous n'avons pas de drapeau ».

La nation italienne existe donc virtuellement, mais pas dans la réalité. Tout ce paragraphe insiste sur la division artificielle de l'Italie.

◆ **Question 3.** L'obstacle majeur à l'unification de l'Italie est évidemment l'Autriche, qui a voulu le démembrement de la péninsule en 1815 et qui maintient cette division pour mieux dominer.

◆ **Question 4.** Les moyens de parvenir à l'unité sont :

– la démocratie, qui, selon Mazzini (doc. 2), permettrait au peuple italien de s'exprimer et de secouer le joug des « gouvernements despotiques » ;

– la lutte armée, selon Mameli (doc. 3), qui appelle les « frères d'Italie » à chasser l'aigle d'Autriche ;

– les deux selon l'auteur de l'image (doc. 4), puisqu'il représente l'allégorie de l'Italie chassant les Autrichiens, sous la protection des trois souverains italiens qui ont adopté une constitution.

◆ **Question 5.** Les patriotes italiens se représentent l'Italie comme une nation dont la grandeur passée a disparu à cause de divisions politiques artificielles. Ils peuvent faire référence à un glorieux passé politique (l'Empire romain), scientifique (l'humanisme) et artistique (les villes italiennes du Moyen Âge et de la Renaissance), pour reprendre l'expression de Mazzini. L'hymne de Mameli fait allusion à l'armée romaine (« formons nos cohortes ») et l'image montre une péninsule parsemée de monuments romains (au premier plan, le Colisée de Rome ; au fond un arc de triomphe) et médiévaux (la tour de Pise, la cathédrale de Milan, etc.).

◆ **Question 6.** La restauration de la monarchie absolue est mise en scène d'une façon très forte dans cette caricature de Daumier. Dans son costume d'apparat, coiffé de sa couronne, un roi sénile contemple du balcon de son palais l'ordre qui règne de nouveau à Naples et qui est celui de la désolation. La rue, bordée de maisons en partie détruites, est jonchée de cadavres. Le roi semble finalement être le seul homme resté vivant dans son royaume : ce que montre l'image, c'est une monarchie totalement isolée et coupée de ses sujets. Au fond, dans la perspective, le Vésuve, volcan qui fume encore après une éruption, symbolise peut-être l'explosion révolutionnaire.

La formule « l'ordre règne à Naples » rappelle celle utilisée en 1831 lors de la répression de l'insurrection polonaise : « l'ordre règne à Varsovie » (cf. manuel, doc. 1 page 260). Daumier utilise ici exactement les mêmes techniques que Grandville dans sa caricature de 1831.

#### PARAGRAPHE ARGUMENTÉ

Les aspirations libérales et nationales se sont exprimées de diverses manières entre 1845 et 1849. Les patriotes italiens, comme Mazzini ou Mameli, ont dénoncé les divisions politiques artificielles qui empêchaient l'unité nationale et plus particulièrement l'oppression autrichienne. Le Printemps des peuples en 1848 a soulevé l'espoir d'un *Risorgimento*, d'une renaissance de l'Italie, qui se ferait en expulsant l'Autriche et les souverains inféodés à elle. Mais ces aspirations ont été étouffées par la répression de 1849 et les patriotes italiens sont alors entrés dans une phase difficile de leur combat.

## Dossier

# Emblèmes et symboles de la nation

MANUEL, PAGES 266-267

◆ **Question 1.** D'après ce chant, les Roumains peuvent obtenir la reconnaissance de leur nation par un soulèvement armé. C'est un appel à la révolte contre les « despotes criminels », c'est-à-dire les Empires (autrichien, russe et surtout ottoman) qui empêchent la nation roumaine de s'unifier. Tout le texte est plein de références martiales à une mobilisation militaire de la « nation roumaine ».

Les deux grands fondements de l'identité nationale roumaine évoqués par le poète sont :

– l'histoire, avec le passé romain (2<sup>e</sup> strophe : « le sang romain » et « héritier de Trajan »), puis la lutte contre les Turcs (3<sup>e</sup> strophe) ;  
– la religion, ici le christianisme (orthodoxe) persécuté dans un Empire ottoman musulman (4<sup>e</sup> strophe : « Prêtres, haut la croix ! »).

◆ **Question 2.** Le personnage au centre de l'image est le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Après les émeutes qui eurent lieu à Berlin les 18-19 mars 1848, le roi promit une constitution, des élections au suffrage universel et la fusion de la Prusse dans une Allemagne unifiée ! Peu après, il remplaça ses ministres libéraux par des conservateurs et engagea une politique de réaction. Surnommé le « roi romantique », Frédéric-Guillaume IV était, on le voit, très hésitant.

Une atmosphère d'euphorie patriotique se dégage de cette représentation. Trois drapeaux aux couleurs de l'Allemagne unie scandent l'image. Les personnages expriment leur joie et leur gratitude à l'égard du souverain. La foule mêle d'une façon consensuelle des bourgeois (redingote et chapeau haut de forme) et des ouvriers (blouse bleue).

◆ **Question 3.** Cette image (dont le titre est : « Une botte ayant perdu ses tyrans ») est construite d'une manière simple et efficace. Au centre, l'Italie est figurée par une carte (avec le nom de six villes), qui tient debout grâce à sa forme de botte. Elle sépare très nettement deux camps.

À droite, c'est le camp des patriotes, qui veulent réaliser l'unité italienne en chassant l'opresseur. Les personnages sont pleins de fougue et de dynamisme, ils pointent leurs armes vers l'adversaire. Ils ressemblent à des étudiants faisant le coup de feu sur une barricade (on voit derrière la botte italienne, les pavés d'une barricade). Ils portent la casquette, couvre-chef ouvrier qui est à la mode en 1848.

À gauche, c'est le camp des oppresseurs en déroute. Ils s'enfuient devant l'attaque des patriotes. À terre, un soldat blessé, le visage figé dans une sorte de stupeur. Le personnage principal est habillé comme un aristocrate de l'Ancien Régime (culotte et bas, habit, perruque poudrée) et il incarne certainement l'Autriche (habit blanc).

◆ **Question 4.** La force de cette représentation allégorique vient de sa simplicité. Les personnages sont faciles à identifier. Les deux bourreaux sont les deux grandes puissances, symbolisées par un animal (peu sympathique) : l'aigle à deux têtes pour l'Autriche, l'ours pour la Russie. La victime est reconnaissable au mot « Hongrie » (ici en italien) inscrit sur sa ceinture. Le message est clair : l'Autriche a poignardé la Hongrie avec l'aide de la Russie. La nation hongroise, symbolisée par cette femme à demi nue, est assassinée d'une manière cruelle

(l'image dégage une violence quasiment sadique). Elle s'est sacrifiée pour la cause des nationalités (rappelons que l'image est italienne : c'est un hommage au combat des Hongrois).

## Vers le BAC

# Étude d'un ensemble documentaire

MANUEL, PAGES 268-269

## Sujet : Les révolutions allemandes de 1848, un Printemps des peuples ?

### TRAVAIL PRÉPARATOIRE : ANALYSE DES DOCUMENTS

◆ **Question 1.** Le Printemps des peuples débute avec la révolution parisienne de février 1848 qui chasse Louis-Philippe du pouvoir et conduit à l'instauration de la II<sup>e</sup> République.

◆ **Question 2.** La Confédération germanique est une union établie au congrès de Vienne en 1815, elle regroupe trente-neuf États allemands en une confédération d'États souverains. La diète de Francfort, unique organe central de la Confédération, est une assemblée de représentants des États qui ne peut pas imposer une politique commune. Les Allemands ne disposent donc pas d'un État national. En outre, seuls quelques petits États ont accordé à leur peuple une constitution d'inspiration libérale, le royaume de Prusse et l'Autriche restent des monarchies absolues.

◆ **Question 3.** Tous les révolutionnaires sont d'accord pour faire l'unité de l'Allemagne. Cependant ils se divisent sur le choix d'un souverain (roi de Prusse ou empereur d'Autriche) et sur la nature du régime. La majorité des révolutionnaires souhaite une monarchie constitutionnelle, cependant certains sont républicains, tandis que d'autres veulent l'application des théories socialistes.

◆ **Question 4.** Les divisions des révolutionnaires et la multiplication des violences effraient les élites allemandes et permettent aux souverains de mater les révolutions. Le roi de Prusse envoie ainsi son armée réprimer les émeutes dans tous les petits États allemands qui connaissent des troubles.

### RÉPONSE AU SUJET

2. Cette réponse développe les étapes de la vague révolutionnaire.

3. a. « 1848, une affirmation de la nation allemande » : Les révolutionnaires de 1848 s'opposent à la division des peuples de langue et de culture allemande en trente-neuf États indépendants. Ils veulent l'unité de la nation allemande dans le cadre d'un régime qui, ayant aboli l'Ancien Régime, respecte les libertés fondamentales et l'égalité civique. Ces revendications conduisent à l'organisation dans tous les États allemands d'une élection au suffrage universel qui désigne une assemblée constituante. Celle-ci se réunit à Francfort en mai 1848 et décide de fonder un État fédéral à forme impériale, dotée d'une constitution d'inspiration libérale.

b. « Des révolutionnaires divisés » : Très vite, les députés allemands se divisent entre partisans de la « Grande Allemagne » et de la « Petite Allemagne », (cf. manuel, pages 262-263). Après de longs débats, le Parlement de Francfort se prononce pour cette deuxième solution et propose en mars 1849 la couronne d'empereur des Allemands au roi de Prusse. Cepen-

dant tous les révolutionnaires ne sont pas partisans d'une monarchie constitutionnelle, certains veulent suivre l'exemple français et proclamer la République; ils tentent en vain un coup de force à Francfort en septembre 1848. D'autres sont séduits par les théories socialistes.

**c.** « Le rétablissement de l'ordre » : Le roi de Prusse homme d'Ancien Régime veut bien devenir empereur d'Allemagne mais avec l'accord des autres princes allemands. Il refuse donc la couronne offerte par le Parlement de Francfort car elle est issue de la volonté populaire et de la révolution. Ensuite, l'armée prussienne réprime les émeutes révolutionnaires dans toute l'Allemagne. En Autriche, les conservateurs écrasent aussi la révolution de Vienne en octobre 1848. Ils empêchent en outre le roi de Prusse de réaliser l'unité allemande à son profit (1850). Malgré l'échec de l'unité allemande, 1848 reste un moment historique important. Le peuple a pris la parole et les souverains ont dû faire des concessions : la Prusse garde sa constitution, l'Autriche a aboli les droits féodaux.

## Vers le BAC

### Composition

MANUEL, PAGES 270-271

#### Sujet : L'affirmation des idées libérales et nationales en Europe continentale de 1815 à 1848-1849

##### EXERCICE D'APPLICATION

**1. Quoi ?** Le libéralisme, né au Royaume-Uni, défendu par les Lumières, triomphe en France en 1789. La Révolution française, en voulant libérer les peuples des tyrans, a diffusé dans toute l'Europe l'idée de nation. Le droit des peuples à dispo-

ser d'eux-mêmes, un des fondements de la revendication nationale, est aussi issu de la Révolution française.

Les libéraux soutiennent naturellement la lutte des nationalités opprimées pour l'indépendance, puisqu'ils sont partisans de la souveraineté nationale. Les nationalistes luttent aussi pour obtenir les libertés fondamentales et un système représentatif. Le libéralisme et le nationalisme s'opposent à l'absolutisme de droit divin (cf. manuel, pages 166-167) et au principe de la légitimité dynastique (cf. manuel, pages 252-253)

**Où ?** Le Royaume-Uni. Dans ce pays le libéralisme politique a déjà triomphé; c'est une monarchie parlementaire.

**Quand ?** Le congrès de Vienne se termine en juin 1815, il impose à l'Europe la loi des princes (cf. manuel, pages 252-253), le 26 septembre 1815 est aussi signé le pacte de la Sainte-Alliance.

Les années 1848-1849 sont celles du Printemps des peuples puis de la défaite de la plupart des mouvements libéraux et nationaux européens.

L'autre rupture majeure de la période est l'année 1830 car une importante vague révolutionnaire libérale et nationale touche l'Europe.

**2.** « Comment s'expriment les aspirations libérales et nationales en Europe continentale entre 1815 et 1849 ? » ou « Les idées nationales et libérales parviennent-elles à remettre en cause l'ordre européen issu du congrès de Vienne ? ».

**3. a.** Voir le tableau ci-dessous.

**b.** Il s'agit d'un plan chronologique. Chaque partie du plan correspond à une période précise définie par des dates charnières. Seul un plan chronologique permet d'étudier l'évolution des événements pendant une période qui est marquée par de nombreux bouleversements (deux vagues révolutionnaires, etc.).

Partie I : 1815-1830, la loi des princes tente d'étouffer les aspirations libérales et nationales des peuples d'Europe.	Partie II : Les révolutions nationales et libérales de 1830-1832.	Partie III : 1848-1849, le Printemps des peuples, étape majeure dans l'affirmation des idées libérales et nationales.
<b>A.</b> Le congrès de Vienne, un ordre européen fondé sur la légitimité dynastique et l'équilibre des puissances.	<b>A.</b> Une origine française.	<b>A.</b> Une nouvelle révolution parisienne donne le signal de la révolte.
<b>B.</b> L'indépendance grecque, première remise en cause des principes du congrès de Vienne.	<b>B.</b> La révolution belge, un succès du mouvement national et libéral.	<b>B.</b> La déferlante révolutionnaire en Europe.
	<b>C.</b> L'échec des autres mouvements.	<b>C.</b> Le rétablissement de l'ordre par les forces conservatrices.

# Les débuts de l'industrialisation en Europe

## 1. Aux origines de la révolution industrielle

MANUEL, PAGES 274-275

### Doc. 3. Les progrès de l'agriculture

Chaptal pointe la « vieille routine de semer du blé, puis de l'avoine, et de laisser reposer la terre la troisième année ». On reconnaît ici la méthode de l'assolement triennal qui consistait, depuis le Moyen Âge, à faire se succéder, sur les trois soles du finage, une céréale d'hiver, une céréale de printemps et la jachère, cette partie du terroir laissée en repos afin de permettre au sol de se reconstituer. Dans l'agriculture ancienne, les paysans cultivent le sol avant tout pour se nourrir et non pas pour vendre : la céréaliculture est prédominante, l'élevage n'a qu'un rôle limité ; le manque d'engrais animal contribue à freiner la hausse des rendements. Un tiers environ de la surface utile doit être laissé en repos ; encore ne s'agit-il que des meilleures terres car, sur les sols plus ingrats, il faut recourir à l'assolement biennal. L'assolement s'accompagnait de contraintes communautaires qui restreignaient la liberté de culture : le regroupement des champs d'un même village en trois grandes soles autorisait par exemple la pratique de la vaine pâture, qui donnait aux paysans le droit de faire paître leur bétail sur la jachère. Pour les libéraux, ces contraintes communautaires freinaient également la diffusion des innovations agricoles dans les campagnes.

Chaptal évoque dans ce texte l'un des principaux éléments de ce qu'on appelle improprement la « révolution agricole » (improprement car il s'agit d'un processus pluriséculaire) : la suppression progressive de la jachère grâce à l'extension des prairies artificielles. L'introduction des plantes fourragères (trèfle, luzerne, sainfoin) permet de développer l'élevage, de fournir des engrais qui accélèrent la reconstitution des sols et, par conséquent, d'élever les rendements. En Beauce, par exemple, où les prairies artificielles commencent à apparaître à la veille de la Révolution, la part de la jachère, qui représentait un tiers de la surface cultivable à la fin du XVIII<sup>e</sup>, n'en forme plus qu'un quart vers 1830, et plus que 10 % au milieu du XIX<sup>e</sup>. On obtenait également de meilleurs rendements en cultivant des céréales après des plantes fourragères. Ces dernières poussaient aussi à améliorer les outils aratoires : il faut pouvoir labourer profond quand on élimine les plantes fourragères afin d'alterner avec la culture des céréales. Les charrues à versoir ont ainsi remplacé les charrues plus légères employées jusque-là. Des labours plus profonds permettent à leur tour d'économiser temps et main-d'œuvre. Bref, on entre dans un cercle vertueux de croissance. Les rendements doublent dans une région comme la Beauce : pour le froment, les rendements passent de 8-10 hl/ha au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à environ 20 hl/ha en 1860.

## 2. Naissance de l'industrie moderne

MANUEL, PAGES 278-279

### Doc. 2. Un établissement industriel traditionnel

Lithographie de G. Engelmann, vers 1822-1825.  
Haut-fourneau et fonderies de M. Stehelin à Bitschwiller (Haut-Rhin).

Le haut-fourneau Stehelin de Bitschwiller (Haut-Rhin) est caractéristique de la sidérurgie ancienne. L'usine est établie sur le site d'un moulin actionné par le cours d'une rivière. En dépit de l'utilisation croissante de la vapeur comme source d'énergie (15 milliers de CV en 1833, 305 en 1867-69), l'avenir de l'industrie française, jusqu'au Second Empire, reste sur l'eau. Ce n'est que vers 1880 que la consommation d'énergie à la vapeur dépasse celle de l'énergie hydraulique. L'eau ne coûte presque rien, alors qu'il faut attendre le développement des chemins de fer pour que le prix du charbon devienne compétitif dans les régions mal raccordées aux bassins houillers. Souvent, la vapeur n'était encore utilisée que comme appoint, pour compenser les fluctuations saisonnières du débit des cours d'eau. La préférence donnée à l'eau sur la vapeur ne relevait donc pas d'un archaïsme technique, mais d'un calcul rationnel adapté aux contraintes de l'époque.

Le document représente par ailleurs un haut-fourneau fabriquant de la fonte au bois (les hauts-fourneaux au coke ont une taille plus imposante). En France, contrairement à l'Angleterre, le passage de la fonte au bois à la fonte au coke, utilisant le charbon de terre, ne s'est fait que progressivement ; il faut attendre 1853 pour que la production de fonte au coke dépasse celle de la fonte au bois. Nul conservatisme technique là encore. Comme l'explique Denis Woronoff, le système technique ancien, en l'occurrence la sidérurgie au bois, offrait une importante marge de progression, alors que la technique des forges à l'anglaise était mal maîtrisée. Les techniques anglaises étaient souvent inadaptées aux conditions nationales. Le charbon extrait en France ne donnait pas un bon coke, de sorte que le fer obtenu était ensuite de médiocre qualité. Pour toutes ces raisons, de nombreux établissements industriels étaient, comme à Bitschwiller, disséminés en milieu rural et sur les cours d'eau. Ils employaient une poignée d'ouvriers spécialistes logés sur place et recrutaient les manœuvres dans les campagnes environnantes, comme probablement ceux qui sont représentés en bas et à droite de l'image.

### Doc. 3. Éloge de la machine par un économiste français (1827)

Jean-Baptiste Say (1767-1832) est l'un des principaux représentants du courant libéral des « idéologues » en France au

début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il contribue à faire connaître les idées d'Adam Smith. En délicatesse avec le régime impérial, il prend la direction d'une manufacture de coton et devient par la suite, sous la Restauration, professeur d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers. Contrairement aux doctrines pessimistes de Malthus et de Ricardo, le libéralisme de Say est foncièrement optimiste. Dans cet extrait de son *Traité d'économie politique*, Say réfute les arguments opposés au développement du machinisme. La « fureur populaire » évoquée dans le texte fait allusion aux violences « luddistes » au cours desquelles les ouvriers ont détruit les machines en Angleterre et plus rarement en France (la première fois, semble-t-il, à Falaise en 1788, les troubles les plus graves étant intervenus entre 1819 et 1821 à Clermont-l'Hérault, à Mortagne, à Vienne, puis dans l'Aude et le Tarn). Ces manifestations « primitives » à l'encontre du machinisme disparaissent toutefois après 1830. Pour Say, c'est un tort de croire que les machines vont provoquer un chômage massif. Les progrès du machinisme sont lents : de fait, seuls quelques secteurs limités de la production textile et sidérurgique sont concernés. Contrairement toutefois à ce que suggère l'auteur, l'administration n'a jamais vraiment cherché à en prévenir les conséquences sur l'emploi ; l'État en reste à cette époque aux formes traditionnelles d'assistance pour distribuer des secours aux plus démunis privés d'emploi. En second lieu, poursuit Jean-Baptiste Say, les suppressions d'emplois seront largement compensées sur le long terme par des créations d'emplois obtenues grâce au développement des machines. On retrouve ici le credo libéral suivant lequel la main invisible du marché tendrait spontanément à répartir au mieux les facteurs de production. Enfin, toujours selon Say, l'emploi des machines permet d'accroître la productivité du travail et par conséquent d'abaisser les coûts de production, ce qui profite aussi aux ouvriers puisqu'ils sont des consommateurs. Le machinisme contribue à augmenter le « pouvoir d'achat » des classes populaires. L'argumentation de Jean-Baptiste Say reste très actuelle et n'est pas sans évoquer certains plaidoyers libéraux en faveur de la mondialisation.

#### Doc. 4. De la révolution industrielle à la révolution prolétarienne

Le *Manifeste du parti communiste* publié en 1848 par Marx et Engels pose les fondements de ce qu'ils appelleront eux-mêmes le « socialisme scientifique », fondé sur une certaine conception du cours de l'Histoire. Selon eux, la révolution prolétarienne résultera nécessairement du développement du capitalisme et de la lutte des classes qu'il engendre. Marx et Engels pensent en effet que les artisans et les gens de métier traditionnels seront rapidement remplacés par un prolétariat d'usine entièrement soumis à la domination de la bourgeoisie capitaliste. L'usine est ici comparée à une caserne et ses ouvriers aux soldats d'une armée industrielle. Contrairement aux gens de métier, les ouvriers d'usine sont démunis de tout moyen autonome d'existence : ils ne possèdent pas leurs outils ; ils n'ont plus de qualification, les machines périssant leur savoir-faire traditionnel ; ils sont réduits à l'état d'automates, soumis au « joug » de la machine et aux ordres des contremaîtres. Marx et Engels dénoncent ainsi l'aliénation d'une classe ouvrière dont l'emploi est désormais soumis à la seule logique du profit. Mais en éliminant les travailleurs indépendants, l'essor du capitalisme industriel crée aussi les conditions de son propre dépassement, car il donne naissance à de grandes concentrations usinières qui favorisent l'organisation collective de la classe ouvrière. La doctrine marxiste tend cependant à exagérer les consé-

quences de la révolution industrielle sur la condition ouvrière, car le prolétariat d'usine restera longtemps très minoritaire au XIX<sup>e</sup> siècle. Le marxisme ne se diffuse du reste que très lentement en France, où les gens de métiers dominent les luttes ouvrières jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Dossier

### Le Creusot, ville-usine

MANUEL, PAGES 280-281

#### THÈME 1 : L'ÉVOLUTION DU SITE INDUSTRIEL

◆ **Question 1.** Comme de nombreuses autres manufactures, les établissements du Creusot furent fondés avec l'appui du pouvoir royal pour introduire en France de nouveaux procédés techniques, dans un secteur stratégique de première importance : la fabrication de canons. La « Manufacture des fonderies royales d'Indret et de Montcenis et des cristaux de la Reine » fut ainsi constituée en 1782 ; elle regroupe alors des établissements sidérurgiques et l'ancienne cristallerie de Sèvres, créée sur les lieux en 1767. Le roi souscrivit 333 actions sur un total de 4 000 actions, représentant un capital de 10 millions de livres. La manufacture du Creusot fut la première en France à produire de la fonte au coke, suivant la technique importée d'outre-Manche par l'Anglais Wilkinson (le *puddlage*, procédé d'oxydation de la fonte liquide obtenue à partir du charbon de terre). La manufacture fut construite, non pas en ville, mais en milieu rural, à proximité de gisements houillers exploités à fleur de terre depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et de mines de fer. Le Creusot devait approvisionner les forges d'Indret, spécialisées dans la fourniture de canons pour la marine royale. Le Creusot pouvait être raccordé à la voie d'eau. Le canal du Charolais fut creusé à cette fin entre 1787 et 1791. On installa deux hauts fourneaux et une machine à vapeur rotative, une autre première française à mettre à l'actif de la nouvelle usine. La première coulée fut effectuée le 11 décembre 1785.

Autre trait propre aux manufactures anciennes : l'espace industriel n'est pas seulement un espace de production, il intègre tous les éléments destinés à se substituer aux fonctions urbaines ordinaires. Jusqu'aux années 1830, Le Creusot est encore une « usine-ville » bien plus qu'une ville-usine (Yves Lequin). Cette confusion des fonctions urbaines et productives est aussi l'une des caractéristiques de l'architecture proto-industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comme pour les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) conçues par Claude-Nicolas Ledoux à la même époque, la construction de la manufacture du Creusot, confiée en 1781 à Pierre Touffaire, s'inspirait d'un modèle architectural à la fois aristocratique et militaire. La disposition spatiale des bâtiments était censée reproduire l'ordre, matériel ou symbolique, du processus de fabrication. Au centre du dispositif avait ainsi été érigée la halle de coulée, ornée d'un fronton et encadrée par les deux hauts fourneaux. Les forges furent édifiées de part et d'autre d'un axe central au-delà duquel se déployaient les habitations du personnel. L'usine avait été également conçue sur le modèle de la caserne, fonction de production et fonction d'habitation ayant été étroitement associées. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la quasi-totalité des ouvriers était logée dans l'usine.

◆ **Question 2.** Le passage de la manufacture à l'usine a entraîné l'édification de nouveaux bâtiments industriels, de part et d'autre de l'ancienne fonderie royale (1). Le style de construction des nouvelles usines métallurgiques (5), avec leurs hautes

cheminées et leurs toits à double pente n'a plus rien à voir avec celui de l'ancienne manufacture. L'architecture industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle s'est affranchie des modèles esthétiques qui ont autrefois inspiré le plan initial du Creusot : l'usine ne se cache plus, elle affiche sans complexe sa vocation productive et utilitaire. De nouvelles constructions sont apparues au-delà de l'ancien site manufacturier ; elles annoncent l'extension de la ville du Creusot. Mais en 1847, le passage de l'« usine-ville » à la « ville-usine » n'est pas achevé : les espaces productifs ne sont pas nettement dissociés des espaces non-productifs. On constate que l'usine n'est pas encore enclose par des murs. Elle comprend des plantations, des jardins et des bassins. L'église Saint-Laurent (3) fut construite dans un ancien magasin de mine. Une partie des ouvriers est toujours logée dans des casernes. Ces fonctions non productives seront peu à peu évacuées par la suite, l'espace de l'usine étant désormais entièrement dévolu à la production.

### **THÈME 2 : LA CONDITION OUVRIÈRE**

◆ **Question 3.** L'usine n'est pas qu'un espace de production regroupant des machines ; elle forme aussi un « système social », elle « implique une nouvelle organisation, de commandement et de surveillance du travail qui relève d'une militarisation de la production » (Alain Dewerpe). D'où l'importance des règlements qui, comme celui du Creusot en 1850, sont la loi de l'usine : une réglementation qui reste à la discrétion de l'autorité patronale, puisqu'elle n'a alors aucun fondement légal ou juridique. Le règlement de l'usine du Creusot vise ici à faire respecter scrupuleusement les horaires de travail, sonnés par les cloches, et à contrôler les entrées et les sorties des ouvriers aux portes de l'établissement. Tout retard ou tout abandon prématuré du poste de travail est sanctionné par une amende, équivalente à une heure de travail. En cas de récidive, c'est le licenciement. Ces règlements d'usine témoignent aussi indirectement des difficultés rencontrées par les directions d'usine pour imposer les nouvelles normes du travail industriel à des travailleurs souvent d'origine rurale et sans tradition ouvrière.

◆ **Question 4.** La journée de travail est fixée à 12 heures. Elle est divisée en trois tiers, qui ménagent par conséquent deux pauses de trois quarts d'heure. Les ouvriers sont répartis en trois groupes, selon qu'ils commencent leur travail à 4 h 30, 9 h 45 ou 2 h 45 (en ce cas, bien sûr, ils travaillent de nuit).

◆ **Question 5.** Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers sont encore logés sur place, dans des casernes (4). En 1852, 18 casernes abritaient 662 logements ouvriers de deux pièces. La croissance de l'usine imposa de construire de nombreux logements ouvriers. En 1838, les usines du Creusot employaient 1 850 ouvriers, un chiffre déjà tout à fait exceptionnel à cette époque. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers étaient plus de 6 000. Ce type de logement disparaît dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à mesure que la ville du Creusot déborde le seul espace de l'usine.

### **THÈME 3 : LA NAISSANCE D'UNE DYNASTIE PATRONALE**

◆ **Question 6.** Le portrait d'Eugène Schneider, exécuté en 1850, remplit une double fonction. Il est le support privilégié d'une mémoire familiale qui donne naissance à une véritable dynastie patronale ; les descendants d'Eugène Schneider conserveront la direction du Creusot pendant plus d'un siècle, jusqu'au début des années 1960. Il vise par ailleurs à conférer à l'industriel la respectabilité sociale qui sied à un maître de forges (l'une des rares activités, comme celle de verrier, que les

nobles pouvaient exercer sous l'Ancien Régime sans déroger). Ce désir de respectabilité était d'autant plus fort chez les Schneider que leur ascendance était relativement modeste (leur ancêtre, un notaire lorrain, avait fait faillite). Le Creusot fut racheté en 1836 par les frères Adolphe (décédé prématurément) et Eugène, grâce à l'appui du maître de forges Boigues et du banquier Seillière, auprès duquel les Schneider avaient commencé leur carrière. Eugène Schneider devient ensuite l'un des entrepreneurs les plus en vue à l'époque du Second Empire, en accédant à la présidence du Corps législatif.

◆ **Question 7.** Les Schneider élurent domicile dans les murs de l'ancienne cristallerie de la Reine, qui devint ainsi le château de la Verrerie (et qui abrite aujourd'hui l'écomusée du Creusot). Ils transformèrent l'un des fours coniques en petite salle de théâtre (on peut encore la visiter) afin de distraire les chefs d'État et les personnalités du monde entier qui venaient visiter leurs usines.

## **3. Vers une société industrielle**

MANUEL, PAGES 282-283

### **Doc. 3. La ville et le contraste entre les classes sociales : Londres en 1839**

Nombreux sont les voyageurs qui, comme Flora Tristan, se rendent en Angleterre pour observer les réalités de la nouvelle société urbaine et industrielle. « La précocité de l'urbanisation d'outre-Manche préfigure un futur proche dont on discerne déjà les prémices sur le continent » (Jean-Luc Pinol). La population londonienne fait plus que doubler dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, passant de 1 à 2,5 millions d'habitants, loin devant Paris, qui en compte alors un million. Ce qui frappe avant tout Flora Tristan, ce sont les contrastes sociaux, nettement plus prononcés à Londres que sur le continent. La ségrégation sociale s'inscrit nettement dans l'espace : le développement de la *City*, le quartier des affaires, témoigne de la promotion de la bourgeoisie capitaliste, dont les fractions les plus riches vont rejoindre l'élite aristocratique, regroupée dans le *West End*, tandis que les classes populaires s'entassent, à l'autre bout de la ville, dans les faubourgs et les *slums* (tandis) du *East End*. À la même époque, la ségrégation sociale peut paraître moins nette à Paris : même si les contemporains opposent déjà la société aristocratique du boulevard Saint-Germain aux nouveaux quartiers bourgeois de la rive droite, les classes populaires résident encore dans tous les quartiers de la capitale.

Le regard des contemporains sur la ville n'est pas neutre. « La ville est une réalité, mais elle participe aussi de l'imaginaire social » (Jean-Luc Pinol). Pourtant proche des milieux socialistes, Flora Tristan partage l'appréhension des élites de l'époque devant les conséquences sociales d'une urbanisation non maîtrisée, qui se traduit par la prolifération des pauvres et la dégradation de l'habitat urbain. Les classes laborieuses qui peuplent les faubourgs londoniens sont décrites comme des classes dangereuses où se mêlent voleurs et prostituées. Les mêmes fantasmes font un peu plus tard le succès des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue, qui contribue à diffuser une image de la grande ville comme lieu de perdition. Le texte de Flora Tristan est très représentatif de la condamnation avant tout morale que les contemporains font de la société industrielle.

## Doc. 5. La révolte des canuts lyonnais (1831)

Gravure de 1834. Lyon, musée Gadagne.

Les canuts sont les ouvriers de la soie regroupés à Lyon et dans la région lyonnaise (cf. manuel, doc. 4 page 289). Le document est une image de propagande gouvernementale destinée à discréditer le mouvement ouvrier et républicain, au lendemain de l'insurrection lyonnaise de 1834. Les premiers affrontements remontent à 1831. La situation économique restait mauvaise pour le petit peuple des grandes villes. Victimes du chômage et de la cherté du prix du pain, les canuts avaient obtenu du préfet du Rhône une augmentation du «tarif» (la rémunération des pièces de tissu) qui leur était consenti par les marchands-fabricants. Le préfet du Rhône fut cependant désavoué par le nouveau gouvernement libéral de Louis-Philippe, dirigé par le banquier Casimir Perier, ce qui provoqua la révolte des canuts regroupés dans leur société de secours mutuels. Ils parvinrent à se rendre maîtres de la ville du 20 au 22 novembre, avant d'être violemment réprimés par les troupes du maréchal Soult. Les combats de 1831 firent 200 morts. Le conflit rebondit en 1834 ; à la suite d'un procès intenté contre des tisseurs accusés de coalition et de grève, en violation de la loi Le Chapelier de 1791, des incidents encore plus violents font plus de 300 morts et 600 blessés. Sur l'image, on note que chaque camp arbore un drapeau tricolore, mais celui des insurgés a des bandes horizontales qui rappellent les premières bannières révolutionnaires. Le bonnet des sans-culottes et le drapeau rouge, qui va devenir le drapeau par excellence des ouvriers, sont des symboles qui soulignent quant à eux la dimension populaire de l'insurrection. Les ouvriers apparaissent encadrés par des militants républicains, qu'on reconnaît à leur habit bourgeois. On peut voir dans ces événements l'acte de naissance du mouvement ouvrier français, qui se rapproche alors du courant républicain : un rapprochement qui annonce la révolution de février 1848 à Paris. La protestation ouvrière prend la forme de révoltes urbaines qui prolongent, jusqu'à l'époque de la Commune de Paris, le souvenir de la Révolution française. Comme l'écrit l'historien Yves Lequin, le monde des canuts lyonnais évoque l'image d'un menu peuple bien plus proche encore de la sans-culotterie parisienne, que d'une classe ouvrière moderne.

## Dossier

### Le travail des enfants

MANUEL, PAGES 284-285

#### THÈME 1 : POURQUOI LES ENFANTS TRAVAILLENT-ILS ?

◆ **Question 1.** Au début de la révolution industrielle, les mines et l'industrie textile ont eu largement recours à la main-d'œuvre infantile. En 1834, 13 % des ouvriers de l'industrie cotonnière anglaise ont moins de 13 ans. En France au début des années 1840, on recense 143 000 enfants dans la grande industrie (c'est-à-dire dans les établissements employant plus de 10 salariés), dont 93 000 dans la seule industrie textile. Il convient toutefois de rappeler que les témoignages contemporains s'indignent des conditions de travail des enfants à l'usine, mais non pas du travail des enfants en tant que tel : ce dernier est alors bien plus répandu encore dans l'agriculture et dans les industries traditionnelles, où les ateliers n'offrent pas forcément des conditions d'hygiène et de sécurité meilleures que dans les filatures de coton.

◆ **Question 2.** Les enfants sont employés à des tâches n'exigeant aucune qualification : « pour les enfants, explique Alain Dewerpe, l'entrée à la fabrique correspond à une rupture de leur position traditionnelle dans le travail agricole ou dans l'apprentissage des métiers artisanaux et urbains, car la grande industrie n'a pas besoin d'apprentis mais de véritables petits ouvriers ». On utilise les enfants pour leur souplesse et leur petite taille : le document 3 montre que les enfants sont employés dans les boyaux étroits des mines pour tirer les berlines qui évacuent le charbon vers la surface. Ils sont également employés par l'industrie textile pour des tâches de manutention (doc. 5), pour rattacher les fils cassés derrière les métiers ou pour nettoyer les parties des machines difficilement accessibles. Les salaires versés aux enfants, inférieurs d'un quart en moyenne à ceux des adultes, permettent aux industriels d'abaisser les coûts de production. L'intérêt des entrepreneurs rejoint alors celui des parents ; dans les familles ouvrières où la natalité reste très élevée, le travail des enfants (comme celui des femmes) fournit un appoint indispensable. La lutte contre le travail des enfants dans l'actuel Tiers monde se heurte à cette même logique.

#### THÈME 2 : DES CONDITIONS DE TRAVAIL TRÈS DIFFICILES

◆ **Question 3.** Le document 1, qui constitue sans doute un cas extrême, montre que les enfants sont soumis à l'usine aux mêmes cadences que les adultes. La durée du travail est particulièrement longue : elle est en général de 12 heures 30, mais l'enquête relève qu'en période de presse, pendant six semaines, on a pu les maintenir au travail pendant 19 heures ! Les temps de repos sont au contraire peu nombreux et très courts : un quart d'heure pour le petit déjeuner, une demi-heure seulement au déjeuner et un quart d'heure pour boire. À ces horaires de travail démesurés s'ajoute le temps de transport : les fillettes doivent se lever à deux heures du matin pour être à l'usine une heure plus tard.

◆ **Question 4.** Les enfants n'ont donc ni le temps de s'alimenter convenablement, ni de dormir. Le document 1 présente le cas limite de deux fillettes qui, pendant six semaines, n'ont pu dormir que trois ou quatre heures par nuit. Les conditions de travail éprouvantes et les carences alimentaires provoquent une détérioration sensible de la santé des enfants (qui sont déjà des survivants, compte tenu des taux effroyables de mortalité infantile enregistrés dans les villes industrielles). Le document 1 montre que l'extrême fatigue des enfants et les troubles de leur sommeil accentuent considérablement les risques d'accidents du travail, qui ne donnent droit à aucune indemnisation des victimes. Dans sa célèbre enquête sur la condition ouvrière en Angleterre, Friedrich Engels, le collaborateur et ami de Marx, dénonce les conséquences du travail dans les mines sur la croissance des enfants : rachitisme, hypertrophie musculaire, déformations multiples. Toutes les enquêtes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle mettent en évidence, comme ici Engels, la taille relativement plus petite des hommes dans les régions industrielles. En France, les conscrits réformés pour défaut de taille sont particulièrement nombreux dans les villes manufacturières comme Lille. Engels dénonce par ailleurs les conditions d'insalubrité dans lesquelles les enfants sont astreints au travail, en particulier du fait de l'humidité, qui fait aussi des ravages dans les filatures de coton. Le document 1 signale enfin les mauvais traitements systématiques auxquels les enfants sont soumis de la part de leur employeur ; ces témoignages épouvantables sur la condition infantile inspirèrent à Charles Dickens son roman *Oliver Twist* (1837).



### THÈME 3 : LES DÉBUTS DE LA LÉGISLATION SOCIALE

◆ **Question 5.** L'exploitation de la main-d'œuvre enfantine à l'usine suscite un vaste mouvement d'indignation en France et en Angleterre autour de 1830. Il débouche en Angleterre sur la création d'une commission d'enquête parlementaire. Extraite du rapport de cette commission, la déposition de l'ouvrier Samuel Coulson est apportée par les partisans de l'élaboration d'une législation sociale destinée à limiter la durée du travail des enfants. Or, l'intervention du législateur suscite la vive opposition des industriels et des libéraux britanniques, hostiles par principe à toute réglementation qui constituerait une entrave à la liberté du travail. Il s'agit donc de créer un choc dans l'opinion, afin de vaincre les résistances au vote d'une loi sociale.

◆ **Question 6.** En France, à la suite de nombreuses enquêtes sociales sur la dégradation physique des populations ouvrières comme celles du docteur Villermé (1840), une loi limitant la durée du travail des enfants est votée en 1841. Elle s'inspire des initiatives de même nature qui, en Grande-Bretagne, ont conduit au *Factory Act* de 1833 (qui interdit le travail des enfants de moins de 9 ans dans les usines textiles et limite au-delà de cet âge la durée de la journée de travail ; une loi de même nature est édictée pour le travail dans les mines en 1842). Le champ d'application de la loi de 1841 est limité au travail des enfants dans les manufactures employant plus de 20 ouvriers (soit une petite minorité d'établissements industriels). Le travail des enfants de moins de 8 ans y est interdit ; la durée du travail est limitée à 8 heures pour les enfants âgés de 8 à 12 ans et à 12 heures pour les enfants âgés de 12 à 16 ans ; le travail de nuit (de 9 heures du soir à 5 heures du matin) est interdit aux moins de 13 ans. La loi resta cependant peu appliquée. Contrairement à la loi anglaise de 1833 qui prévoit dès cette époque la création d'un corps d'inspecteurs du travail, la surveillance de la loi de 1841 est confiée à des patrons en retraite. Les certificats sur l'âge des enfants, parfois faussés par les patrons ou les parents, sont difficiles à vérifier. Il faudra attendre l'établissement de l'obligation scolaire sous la III<sup>e</sup> République pour que le travail des moins de 13 ans disparaisse. La loi de 1841 est néanmoins considérée comme la première « loi sociale » française, parce qu'elle constitue une première brèche dans le dispositif libéral mis en place par la Révolution française (loi Le Chapelier de 1791).

## Dossier

### L'affirmation de la bourgeoisie

MANUEL, PAGES 286-287

#### THÈME 1 : DIVERSES STRATÉGIES DE RÉUSSITE

◆ **Question 1.** Personnage tiré d'un roman de Balzac, le père Grandet est un modeste tonnelier ne disposant que de rudiments d'instruction, qui parvient toutefois à se hisser dans l'échelle sociale jusqu'à devenir l'homme le plus fortuné de son département. Cette promotion bourgeoise ne doit rien à l'activité industrielle. À l'origine de sa fortune, on relève d'abord les ressources puisées dans la famille : la dot de l'épouse, puis les héritages successifs. Cette fortune est judicieusement investie dans l'achat de biens fonciers, et en particulier de biens nationaux : la vente des biens d'Église et de ceux des nobles émigrés par le pouvoir révolutionnaire permet au père Grandet de faire jouer à plein ses appuis politiques.

Le père Grandet devient ainsi un « monsieur », terme qui désigne un notable dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous l'Empire comme sous la Restauration, les contribuables sont inscrits sur des listes en fonction du montant de leur imposition, les plus riches ayant seuls la possibilité de désigner des représentants au niveau national. Monsieur Grandet incarne la France des notables de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, au sein de laquelle les rentiers et les propriétaires sont bien plus nombreux que les industriels. Le portrait du père Grandet donne prétexte à Balzac, dont les positions politiques sont réactionnaires, de s'en prendre à l'œuvre de la Révolution française et à la perversion de ses idéaux égalitaires.

◆ **Question 2.** On assiste, dans la France des années 1830, à la promotion d'une nouvelle génération d'hommes d'affaires, qui profitent de la bonne conjoncture pour prendre le contrôle de grandes compagnies : c'est l'époque où les Schneider, par exemple, reprennent la direction du Creusot. Les années 1830-1840 sont en effet marquées par une accélération de la croissance industrielle. Dans la période 1815-1845, on atteint le plus fort taux de croissance industrielle du siècle, 2,9 % en moyenne par an (2,5 % ensuite, de 1845 à 1865). Selon Pierre Léon, le « dôme d'accélération » se place entre 1830 et 1850 avec un taux de croissance annuelle de l'industrie de 3,2-3,5 %. C'est l'époque où sont construites les premières lignes de chemin de fer en France (St-Étienne – Andrézieux en 1823).

◆ **Question 3.** Les premières entreprises de la révolution industrielle, les filatures de coton par exemple, n'exigeaient que de faibles capitaux. Le développement des chemins de fer ensuite, et par conséquent celui des mines et de la sidérurgie, prend appui sur la constitution de grandes sociétés anonymes dont le capital est fourni non plus seulement par de grandes familles, mais par un public plus large d'épargnants. On voit ainsi apparaître les premières banques de dépôts qui se chargent de drainer l'épargne du grand public (cf. l'œuvre des frères Pereire).

#### THÈME 2 : VIE ET VALEURS BOURGEOISES

◆ **Question 4.** Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les élites, qu'elles soient bourgeoises ou nobles, fréquentent des salons. D'origine aristocratique, la sociabilité de salon a pour cadre l'univers domestique, au sein duquel la maîtresse de maison joue un rôle essentiel : elle a son « jour », le reste de la semaine étant consacré à rendre ses visites. Elle organise les « soirées » où elle doit mettre en pratique sa connaissance des arts d'agrément et déployer les charmes de sa conversation. Le document 2 fournit une illustration de cette bonne société composée d'hommes et de femmes, revêtus de leurs habits de soirée, devant lesquels une jeune femme (la jeune fille de la maison ?) est en train de chanter. Le salon est à la fois lieu de divertissement, de loisir culturel et de reconnaissance sociale (on a l'assurance de s'y retrouver entre soi). Les salons parisiens les plus en vue recevaient les artistes et les écrivains à la mode dans le grand monde. En province, les salons rassemblaient les notables de la ville et du canton.

◆ **Question 5.** La révolte des canuts lyonnais, en 1831 (cf. manuel, doc. 5 page 283), a déclenché un réflexe de peur sociale au sein des classes dirigeantes, qui forment la clientèle du *Journal des Débats*. Pour l'auteur, pourtant situé à l'opposé des positions de Karl Marx, la lutte des classes est bien une réalité. Le développement industriel est devenu, souligne-t-il, indispensable à la société moderne ; or, il se traduit par l'essor d'un prolétariat aux conditions de vie misérables qui constitue dorénavant une menace pour la société. Il porte un juge-

ment très pessimiste sur l'affirmation d'une société industrielle au sein de laquelle les ouvriers sont devenus les esclaves des temps modernes, prédisposés à se révolter contre leurs nouveaux maîtres, les industriels. Il faut toutefois relever que la révolte des canuts lyonnais s'apparente plutôt aux révoltes populaires d'ancien type : elle mobilise des gens de métier et non pas des prolétaires d'usine, ces derniers ne jouant alors qu'un rôle très marginal dans les luttes ouvrières.

◆ **Question 6.** L'article de Saint-Marc Girardin témoigne des critiques de plus en plus vives adressées à l'encontre du libéralisme dans la France des années 1830. Les classes dirigeantes prennent conscience de l'existence de la question sociale, non seulement à travers les conflits sociaux, mais aussi à partir de récits de voyages en Angleterre ou d'enquêtes sociales sur la condition ouvrière. Elles s'alarment des conséquences néfastes qui pourraient résulter de la montée du paupérisme ; elles assimilent les classes laborieuses à des classes dangereuses. Le texte reproduit l'un des clichés les plus courants de l'époque : les ouvriers sont décrits comme des barbares à la veille d'une invasion, sapant de l'intérieur les fondements de l'édifice social.

### **THÈME 3 : LE BOURGEOIS, UNE CIBLE PRIVILÉGIÉE** **POUR LES SATIRES ET LES CARICATURES**

◆ **Question 7.** La presse satirique connaît un essor très important au XIX<sup>e</sup> siècle, qui contribue à assurer la renommée du dessinateur Honoré Daumier. Ce dernier fait alors de la caricature l'un des vecteurs privilégiés de la critique sociale. C'est alors que s'impose le stéréotype du bourgeois ventru, coiffé d'un haut-de-forme. Daumier représente ici un personnage vulgaire, hautain et méprisant manipulant un portefeuille bien rempli (le billet de banque n'existe alors qu'en grosse coupure). Plus tard, on adjoindra un gros cigare pour parfaire la caricature du bourgeois capitaliste, opposée à celle de l'ouvrier en casquette.

◆ **Question 8.** Louis Reybaud ironise sur les excès de l'affairisme dont les petits épargnants sont les premières victimes : on leur fait croire à des placements mirifiques pour engouffrer leur argent dans des entreprises purement spéculatives. À l'époque de la monarchie de Juillet, caractérisée, comme on l'a vu, par une accélération de la croissance industrielle mais aussi par l'éclatement d'un certain nombre de scandales financiers, de nombreux auteurs dénoncent les dangers du règne de l'« argent-roi ». La collusion entre certains représentants des milieux d'affaires (comme le banquier Laffitte) et le pouvoir politique contribue à discréditer le régime. La critique des excès du capitalisme n'est pas le seul fait des socialistes, mais aussi de ceux qui s'inquiètent alors de la corruption des mœurs.

## **4. Une révolution inachevée**

MANUEL, PAGES 288-289

### **Doc. 4. L'organisation de la « fabrique » lyonnaise de la soie**

L'organisation est dominée en amont et en aval par des marchands-fabricants qui fournissent la matière première aux canuts et leur achètent le produit fini moyennant une rémunération contractuelle qu'on appelle à Lyon le « tarif ». Les marchands-fabricants peuvent ainsi se concentrer sur la commercialisation du produit, en reportant sur leurs tisseurs les investissements requis pour la production. Dans ce secteur traditionnel d'activité en effet, le savoir-faire des canuts est indispensable et la

concentration du travail en usine serait inefficace. Ce n'est qu'à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que l'introduction du tissage mécanique entraîna la disparition rapide des canuts. À Lyon même, les ateliers des canuts sont surtout rassemblés dans le quartier de la Croix-Rousse. Mais tout au long du siècle, la « fabrique » lyonnaise de la soie se ruralise, dans un rayon de plus de 100 km autour de la ville. Les étoffes les plus luxueuses, exigeant des qualifications élevées, sont exécutées en ville ; les tissus de meilleur marché sont exécutés par l'abondante main-d'œuvre des campagnes.

Le canut est la figure même d'une classe ouvrière alors dominée par les gens de métier et non pas par les prolétaires d'usine. La production s'effectue dans le cadre d'ateliers familiaux dont le chef est propriétaire d'un ou de plusieurs métiers à tisser. La main-d'œuvre est d'abord fournie par la famille, la femme et les enfants. Le chef d'atelier peut aussi avoir recours à des hommes et à des femmes : les « compagnons » sont les ouvriers qui ont terminé leur apprentissage (rien à voir ici avec le compagnonnage). Les ouvriers reçoivent une rémunération à la tâche, à laquelle viennent s'ajouter des prestations en nature. Au sein du monde des métiers, contrairement à celui de l'usine, patrons et ouvriers appartiennent au même univers social, les chefs d'ateliers étant souvent eux-mêmes d'anciens compagnons.

## **Dossier**

### **« L'atelier du monde » : la révolution industrielle en Grande-Bretagne**

MANUEL, PAGES 290-291

◆ **Question 1.** Les principales régions industrielles britanniques sont situées sur les bassins houillers (d'où leur nom de « pays noirs ») et sur les grands estuaires (comme Londres sur la Tamise ou Liverpool sur la Mersey). Le cas de Birmingham est l'exception qui confirme la règle : le développement des industries modernes s'est appuyé sur des traditions industrielles déjà anciennes, en particulier dans la petite métallurgie.

◆ **Question 2.** Manchester devient au début du XIX<sup>e</sup> siècle la capitale mondiale de l'industrie du coton. En 1835, le Lancashire, la région de Manchester, rassemblait 90 % de l'industrie cotonnière britannique. Manchester était ainsi le centre du marché international du coton, attirant les négociants du monde entier (dont Friedrich Engels). Contrairement à un cliché souvent répandu, cette concentration géographique de l'industrie du coton ne s'explique pas par la proximité d'un bassin houiller, par l'humidité du climat ou par la faible présence de calcaire dans l'eau ; elle s'explique d'abord par l'avance technologique des industriels de la région, par l'abondance d'une main-d'œuvre précocement habituée à la discipline du travail en usine et par la proximité du port de Liverpool, relié à Manchester par la voie ferrée. En effet, la prospérité de l'industrie cotonnière était liée dès l'origine au négoce colonial et l'industrie du coton resta tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle une industrie très exportatrice.

◆ **Question 3.** Les cotonnades, plus légères et moins chères à produire que les tissus de laine (les draps) et les toiles de lin, furent d'emblée destinées à être exportées sur le marché mondial, en particulier celui des pays coloniaux au climat chaud

et humide. L'Inde devint ainsi au XIX<sup>e</sup> siècle le principal débouché des usines du Lancashire. Les industriels du coton furent donc les premiers à rechercher les moyens techniques d'augmenter la production, par le recours au machinisme et à la concentration du travail en usine, d'abord pour la filature, puis pour le tissage ; d'autant que le coton, importé à bas prix des anciennes colonies américaines, se prêtait mieux que les autres fibres textiles au travail mécanisé.

◆ **Question 4.** Comme la plupart des observateurs qui se rendent à Manchester pour étudier les conséquences de l'industrialisation, Tocqueville est avant tout frappé par l'ampleur du contraste entre la richesse accumulée par les élites industrielles de la ville et l'immense pauvreté des ouvriers, rejetés aux marges de la civilisation. Tocqueville évoque notamment le sort déplorable réservé aux immigrés irlandais, contraints de quitter leur île déshéritée pour travailler dans les manufactures anglaises : les Irlandais représentent alors 10 % de la population de Manchester. Comme toutes les villes industrielles, Manchester présente des structures sociales plus simples que dans les villes plus anciennes où la bourgeoisie locale et le petit peuple des artisans n'ont pas disparu. Pour Tocqueville, Manchester annonce les divisions et les antagonismes de la société future. On disait d'ailleurs que Manchester pensait le jour même ce que l'Angleterre pensait seulement le lendemain.

◆ **Question 5.** Les premières photographies qui ont pu être faites de Manchester montrent un paysage urbain avant tout dominé par les grandes cheminées d'usines. Les industriels préférèrent disperser les sites de production dans des établissements employant rarement plus de 200 ou 300 personnes, plutôt que d'édifier des usines géantes. Il s'agissait la plupart du temps de constructions en brique de plusieurs étages, dont la monotonie, la laideur et la tristesse, furent dénoncées dès cette époque par les contemporains. On remarque, à droite de la photographie, que le bâtiment encadré par deux cheminées d'usine est couvert d'un toit en « *sheds* », c'est-à-dire asymétrique, qui devient caractéristique de l'architecture industrielle dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce dispositif permettait de mieux faire entrer la lumière dans les ateliers.

◆ **Question 6.** Manchester est le symbole même des villes dont la forte croissance est directement liée à la révolution industrielle : sa population passe de 75 000 habitants en 1801 à 338 000 en 1851, soit une croissance de 3 % par an qui ne manque pas d'impressionner Tocqueville, qui parle de « rapidité prodigieuse ». Cette croissance urbaine sans précédent pose des problèmes inédits d'urbanisme, car les infrastructures urbaines sont alors déficientes : problèmes d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées, logements insalubres et en nombre très insuffisant, réseaux de voirie inadaptés aux conditions de circulation dans de grandes agglomérations. D'où une véritable pathologie urbaine qui se traduit, à Manchester comme dans les autres grandes villes manufacturières, par une surmortalité liée aux mauvaises conditions d'hygiène. Les grandes villes industrielles furent néanmoins parmi les premières à bénéficier d'équipements nouveaux : canalisations, égouts, grandes artères, espaces verts, mais qui ne se généralisent que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

◆ **Question 7.** Les deux extraits du journal *The Economist*, contemporains de l'exposition universelle de Londres, constituent un véritable hymne à la gloire du libéralisme britannique. Le journal évoque les nombreuses améliorations intervenues dans la vie quotidienne : baisse du prix des produits de première nécessité (comme le sel, traditionnellement

fortement taxé) ainsi que des produits de luxe (grâce au libre-échange et à l'abolition des droits de douane) ; des transports plus rapides et surtout plus réguliers. Pour les journalistes de *The Economist*, aucun doute, les conditions de vie se sont bel et bien fortement améliorées dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

◆ **Question 8.** Pour *The Economist*, la révolution industrielle a profité à l'ensemble de la nation britannique, y compris à ses composantes les plus pauvres : moins chers, les produits d'épicerie, dont le thé si apprécié des Britanniques, sont devenus plus accessibles aux foyers populaires. L'adoption d'une législation sociale a permis d'abaisser la durée hebdomadaire de travail, surtout pour les enfants. Le journal signale l'apparition des premiers jours de congé dont peuvent bénéficier les employés et qui sont appelés à se généraliser. À l'amélioration des conditions matérielles de l'existence, *The Economist* ajoute les progrès de l'instruction qui ont contribué à renforcer la cohésion sociale.

◆ **Question 9.** « Trop d'entre nous ont tendance à placer l'âge d'or dans le passé » : il s'agit clairement de contredire les jugements pessimistes que les élites britanniques les plus conservatrices ont portés à l'encontre de la société industrielle. Inspiré par une idéologie scientifique, le texte se veut au contraire foncièrement optimiste ; les avancées de la science ouvrent la perspective de progrès infinis, y compris dans le domaine social. Surtout, *The Economist* se félicite de l'avènement d'un nouvel ordre social fondé sur la glorification du travail, cette vertu bourgeoise par excellence, opposée à l'oisiveté des élites aristocratiques. À l'opposé des conservateurs qui dénoncent la progression du paupérisme et de la corruption des mœurs par l'argent, les libéraux voient dans la promotion de la science et du travail un progrès formidable de la civilisation et des valeurs morales dans la société.

## Exercices

MANUEL, PAGES 292-293

### 1. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

1. La croissance économique s'accélère entre 1700 et 1820. Elle est multipliée par quatre.
2. Elle reposait sur une économie de subsistance (cf. manuel, pages 274-275).
3. Cette accélération s'explique par le passage à une économie de marché grâce à la révolution industrielle, aux progrès de l'agriculture et à l'essor des échanges.
4. La révolution industrielle naît au Royaume-Uni à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### 2. LES CONTRASTES SOCIAUX

1. Au rez-de-chaussée : (1) Un couple de concierges et leur fille, un logement modeste mais un certain bien être (vêtements, poêle, piano, etc.) ; (2) Une cuisinière et un policier dans une cuisine. Au 1<sup>er</sup> étage : (3) Un salon luxueux habité par un couple de grands bourgeois. Au 2<sup>e</sup> étage : (4) Une famille de la moyenne bourgeoisie, car la chambre, certes d'un grand confort, n'a pas le luxe du 1<sup>er</sup> étage. Au 3<sup>e</sup> étage : (5) Deux personnes âgées, une chambre modeste mais bien meublée, une relative aisance ; (6) Un appartement vide, un huissier expulse une personne qui ne peut plus payer ses dettes. Mansardes sous les toits : (7) Une famille pauvre (des enfants en guenilles), un

meuble misérable. Un malheur (chômage du père ?) frappe cette famille (femme et enfants en pleurs) ; (8) Un homme dans une extrême misère (vêtements miteux, etc.) ; (9) Deux artistes exprimant leur joie de vivre dans un appartement modeste voué à la peinture.

La répartition sociale est verticale, le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> étage sont pour les bourgeois, le rez-de-chaussée pour les domestiques, le 3<sup>e</sup> pour les milieux modestes, les combles pour les pauvres.

2. Cet immeuble reflète l'état d'une société où les contrastes sociaux sont de plus en plus visibles (cf. manuel, pages 282-283). La ségrégation sociale se fait par étage ; cependant, dans les villes, la tendance est plutôt à la ségrégation sociale dans des quartiers spécifiques.

### 3. LA CONDITION OUVRIÈRE

1. Les ouvriers vivent dans de « misérables logements ». Parfois, plusieurs ménages partagent l'unique pièce : « deux familles couchaient chacune dans un coin ». Le mobilier est très réduit : « un mauvais et unique grabat pour toute la famille » à la place de lits.

2. L'auteur explique ce phénomène par le désir des ouvriers de loger « à proximité de leur travail ». En fait leur budget (80 % pour la nourriture) les empêche de se loger dans des conditions décentes. Leurs revenus sont beaucoup trop faibles.

3. Paupérisme (cf. manuel, page 282).

4. Les classes populaires sont perçues comme des classes dangereuses à surveiller de près (cf. manuel, doc. 4 page 287).

### 4. L'AGITATION SOCIALE

1. M. Aroux emploie surtout une main-d'œuvre féminine (« les trilleuses de M. Aroux ») : les femmes sont généralement payées deux fois moins que les hommes et elles sont réputées plus dociles.

2. Cette manifestation a pour origine l'introduction d'une « nouvelle machine » qui « peut remplacer un certain nombre de bras ». Les ouvrières ont peur de se retrouver au chômage : elles « ont cru que l'ouvrage allait leur manquer ». Les manifestations de luddisme sont typiques des débuts de la révolution industrielle (cf. manuel, doc. 3 page 279).

3. Le maire demande au Préfet « que deux compagnies d'infanterie puissent être dirigées sur Elbeuf si le trouble continue ». Depuis 1791, la loi Le Chapelier interdit les coalitions ouvrières. Cette illégalité du combat ouvrier justifie le recours à la force armée comme lors de la révolte des canuts.

4. Le maire est très proche des milieux d'affaires, il est un farouche partisan du machinisme : « Si nos manufacturiers n'emploient pas les nouvelles machines (...), nos produits ne seront pas en état de lutter contre les produits étrangers ».

## Méthode

# Lire et comprendre des données statistiques

MANUEL, PAGES 294-295

### GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU

#### 1. Étudier la construction du tableau

a. Ce tableau traite de l'industrialisation de l'Europe entre 1800 et 1850 à partir des exemples anglais, français et allemand. Les productions sont exprimées soit en valeur (le coton), soit en volume (fonte et acier, houille). Pour la machine à vapeur, c'est la puissance qui est prise en compte.

b. Les données ne portent pas sur tous les pays d'Europe et sur tous les secteurs industriels. Le tableau ne compare que trois contrées européennes : le Royaume-Uni, première puissance industrielle du monde, la France qui s'est industrialisée sans véritable révolution, et l'Allemagne où l'industrie se développe surtout à partir de 1840. La révolution industrielle s'est propagée dans d'autres pays d'Europe : Belgique, Suisse, etc. L'auteur n'a sélectionné que les activités les plus représentatives : la révolution industrielle est née d'innovations associant la houille, le fer et la vapeur ; l'industrie cotonnière a été la première à se mécaniser (cf. manuel, pages 274-275).

#### 2. Analyser des données

c. La croissance des productions est phénoménale : les taux de variation sur 50 ans avoisinent ou dépassent les 400 % pour le charbon, ils sont supérieurs à 1 000 % pour la fonte et l'acier. Pour le coton, ils sont compris entre 106 et 187 % en seulement 20 ans. Sauf pour la production métallurgique où l'Angleterre est en tête, c'est l'Allemagne qui connaît les rythmes de croissance les plus rapides : 570 % pour le charbon, 187 % pour les filés de coton. Entre 1800 et 1850, la révolution industrielle qui a commencé en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre dans une phase d'accélération et se diffuse sur le continent.

d. Le Royaume-Uni reste la première puissance industrielle du monde malgré l'essor de la France et des États allemands. En 1850, il produit quatre fois plus de fonte et de filés de coton que la France, sept fois plus de houille que l'Allemagne. Cette prépondérance a plusieurs origines : des atouts naturels (gisements de houille, proximité de la mer, etc.), des marchés en expansion (précocité de l'urbanisation et développement d'un marché extérieur), une avance technologique (nombre d'innovations apparaissent d'abord en Angleterre cf. manuel, pages 274-275).

e. La diffusion de la machine à vapeur est rapide en Europe (60 % d'augmentation en 10 ans) et particulièrement en Europe continentale (100 % pour l'Allemagne et la France). Cependant l'Angleterre garde une prépondérance écrasante : 70 % de la puissance installée en Europe. La machine à vapeur perfectionnée par James Watt en 1769 joue un rôle essentiel dans l'augmentation de la production de coton et de charbon (cf. manuel, pages 276-277).

### EXERCICE D'APPLICATION

1. Ce graphique comprend deux courbes, l'une pour le taux de natalité, l'autre pour le taux de mortalité. L'écart entre ces deux courbes fait apparaître l'accroissement naturel en Angleterre sur un siècle.

2. Le taux de mortalité baisse de près de 14 points entre 1750 et 1850. Cette forte diminution s'explique par une certaine amélioration des conditions de vie notamment grâce aux progrès de l'agriculture (cf. manuel, pages 274-275).

3. L'Angleterre est dans une phase de croissance démographique sans précédent, la natalité baisse plus lentement que la mortalité (9 points) et se maintient à un niveau élevé. Le taux d'accroissement naturel qui était d'environ 0,5 % en 1750 dépasse encore les 1 % en 1850 après avoir atteint son maximum vers 1810 (1,5 %).

4. La transition démographique.

## Vers le BAC

### Composition

MANUEL, PAGES 296-297

#### Sujet : La révolution industrielle en Europe dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

##### EXERCICE D'APPLICATION

**1. Quoi ?** Cf. manuel, pages 274-275. Le développement de l'industrie s'accompagne de progrès agricoles, de l'essor des échanges facilité par l'amélioration des transports.

**Où ?** L'Europe est le berceau de la révolution industrielle, toutefois tous les pays européens ne sont pas concernés au même rythme, ni de la même façon. L'Angleterre est le seul pays réellement industriel de la planète (43 % de la population active dans l'industrie en 1851), l'Europe méridionale et orientale sont essentiellement rurales, les autres pays européens ne connaissent que des foyers industriels isolés (cf. manuel, pages 304-305).

**Quand ?** Déjà entamé au XVIII<sup>e</sup> siècle, le processus d'industrialisation de l'Europe entre dans une phase d'accélération décisive entre 1800 et 1850 et se diffuse plus largement d'Angleterre vers le reste du continent en touchant d'abord la Belgique et la France.

3. Voir le tableau ci-dessous.

4. Sens et intérêt du sujet : la révolution industrielle bouleverse les méthodes traditionnelles de production par l'utilisation de machines et la concentration des travailleurs dans des usines.

Plan possible :

1. Les origines de la révolution industrielle.
2. La naissance de l'industrie moderne.
3. Une révolution industrielle inachevée.

C'est un plan thématique qui reprend le plan du cours mais ne traite pas des conséquences sociales de l'industrialisation car elles ne sont pas au cœur du sujet.

## Révision

MANUEL, PAGES 298-299

◆ **Question 1.** Le texte montre que le « royaume de Pologne » bénéficiait théoriquement d'une certaine autonomie au sein de l'Empire russe : il bénéficiait normalement d'une Constitution et d'une Diète, c'est-à-dire d'une assemblée, fondée sur « le principe de la représentation nationale ».

◆ **Question 2.** L'auteur reproche au gouvernement russe de ne pas respecter ce statut d'autonomie du « royaume de Pologne ». Il explique que les revendications, même les plus modérées, étaient immédiatement réprimées. Pour mieux dénoncer l'oppression russe, il insiste sur la modération des Polonais : les « pétitions adressées dans un esprit de modération et de calme n'étaient pas prises en compte », « le souhait le plus innocent » provoquait les persécutions. La répression de la moindre opposition rend la Constitution « mort-née », la non-publicité des débats à la Diète la prive de son rôle.

Les gouvernants russes sont qualifiés de « satrapes et ennemis ». Les satrapes étaient les gouverneurs des provinces de l'Empire perse, qui se comportaient souvent en tyrans à l'égard de leurs sujets (les Grecs notamment). Les Polonais révoltés sont qualifiés de « patriotes ». Il ne s'agit donc pas d'une révolution interne, d'une guerre civile, mais bien d'une lutte de libération nationale.

◆ **Question 3.** Cette gravure a été publiée en France, où existe un fort mouvement de sympathie pour la cause polonaise. Il s'agit donc d'un document qui relève sans doute plus de la propagande que de l'information. Le titre même de la gravure est une façon de célébrer le « réveil » d'une nation, trop longtemps plongée dans le sommeil forcé de l'oppression. L'image utilisée par les patriotes italiens est assez proche, puisqu'ils parlent de *Risorgimento* (une nation qui renaît, qui ressuscite, qui sort du sommeil de la mort).

◆ **Question 4.** L'image cherche à montrer que toutes les catégories de la nation polonaise participent à l'insurrection. Le porteur du drapeau, au centre de l'image, semble appartenir à la noblesse. À droite de ce personnage, à l'arrière-plan, on aperçoit la tête d'un ecclésiastique. Une femme fait feu. L'armée est très présente, avec l'officier coiffé d'un bicorne (ou l'officier mort qui gît au premier plan) et plusieurs soldats au couvre-chef caractéristique (une sorte de shako évasé). Les jeunes gens coiffés d'une petite toque carrée sont des étudiants. Le peuple apparaît avec les paysans portant la faux.

Cette introduction :	Oui/Non	Justifiez votre réponse
Comporte une entrée en matière qui : – précise le sens et l'intérêt historique du sujet ; – justifie les limites spatiales ; – justifie les limites chronologiques.	Non  Oui Oui	L'introduction ne définit pas l'expression « révolution industrielle ».  L'Europe : « berceau de la révolution industrielle » et « foyer principal ». La période 1800-1850 est présentée comme la phase initiale de l'industrialisation européenne.
Énonce une problématique.	Oui	« Quels sont les facteurs qui ont fait de l'Europe le berceau de la révolution industrielle ? »
Annonce clairement un plan.	Non	La problématique n'est pas suivie par l'annonce d'un plan.

◆ **Question 5.** Les Polonais vivant dans l'Empire russe se révoltent en 1830, parce que l'autonomie dont ils jouissaient en théorie n'est pas respectée et qu'ils sont opprimés par une puissance étrangère. Ils défendent leur identité nationale, fondée sur la religion catholique (ici placée sous la domination d'une

puissance orthodoxe) et sur une histoire douloureuse (la Pologne existe depuis longtemps comme nation, mais l'État polonais a été souvent rayé de la carte et partagé par les puissances voisines).